



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-09-1/2022-09-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Jeudi 1^{er} septembre.

Conflit Teke-Yaka: le trafic sur la route Bandundu-Kinshasa suspendu. Le gouvernement provincial du Kwilu suspend tous les voyages par bus ou autres engins sur la route Bandundu-Kinshasa. Cette décision a été prise le 31 août à cause de l'insécurité liée au conflit entre les peuples Teke et Yaka. La veille, cinq personnes ont été tuées sur ce tronçon. Des sources concordantes renseignent que des individus armés ont érigé des barrières sur cette route et procèdent à un contrôle systématique des pièces d'identité des passants à la recherche de personnes de tribus Yaka ou Mbala afin de les tuer. L'exécutif provincial a donc demandé aux sociétés de transport de suspendre leurs activités et « d'attendre».

Mbuji-Mayi: 47 cas de tuberculose notifiés à la prison centrale en 8 mois. Le coordonnateur provincial du programme de lutte contre la lèpre et la tuberculose lie cette augmentation des cas à la promiscuité qui s'observe au sein de cette maison carcérale. Il déplore qu'aucune disposition n'ait été prise pour isoler les détenus malades. Il en appelle aux autorités pour isoler les détenus malades : « Il faudrait à tout prix que nos autorités puissent faire un effort, qu'on puisse construire même au niveau de la prison, des salles pour éloigner ces malades tuberculeux des autres prisonniers qui ne sont pas malades. Alors, nous pouvons espérer qu'il n'y aura plus de contamination».

Butembo : une ONG alerte sur le manque de lieu de détention pour femmes. La cellule qui abritait les détenues femmes avait été incendiée lors de l'attaque de la prison centrale de Kakwangura, le 10 août dernier par des rebelles de l'ADF, alerte le REDHO, une ONG locale de défense des droits de l'homme. A l'issue d'un monitoring qu'elle a mené auprès des instances judiciaires cette organisation affirme dans sa correspondance que la gestion des femmes détenues est devenue préoccupante, par manque de cellule. Une fois condamnées les femmes sont amenées dans des amigios de police. Certaines sont carrément libérées faute de lieu de détention, indique REDHO.

Maniema : le centre de santé Difuma 2 dépourvu de médecins. « Le centre de santé Difuma 2, situé à 60 km de Kindu dans la zone de santé de Kibombo ne fonctionne qu'avec trois infirmiers. Un infirmier A2 et deux infirmiers A1 ». Ce centre de santé reçoit en moyenne 6 malades par jour. La région est confrontée à plusieurs cas de paludisme ainsi que d'infections aiguës. Faute de médecins, les cas les plus compliqués sont transférés à 37 km Matapa. L'infirmier titulaire Hako Wembo interpelle les autorités face à ce manque de personnel soignant.

Goma : les tradipraticiens appellent la population à faire confiance à la médecine traditionnelle. Le président du centre provincial du Conseil National des Tradipraticiens du Nord-Kivu (CPCNT) demande à la population d'expérimenter la médecine traditionnelle africaine en testant leurs produits ainsi que leur expertise. Il a fait cette déclaration à l'occasion de la 20^e journée africaine de la médecine traditionnelle, célébrée le 31 août à Goma, au Nord-Kivu, sous le thème 'la médecine traditionnelle, notre culture, notre avenir'. Lors de cette manifestation les tradipraticiens, venus de tous les territoires du Nord-Kivu ont présenté au public les produits de leur médecine traditionnelle et échangé d'expériences entre eux.

Kisangani : préparatifs timides à trois jours de la rentrée des classes. Les parents sont rares dans les écoles pour inscrire leurs enfants. Ils justifient cette situation par le manque de moyens financiers. Ils disent attendre de réunir les moyens pour inscrire leurs enfants. « Les prix des cahiers sont à la hausse. J'ai six enfants, tous ne sont pas encore inscrits mais je l'ai fait seulement pour trois, les trois autres on verra après», a témoigné un parent.

Uvira : 20 combattants Twirwaneho/Gumino et Mai-Mai se sont rendus à la MONUSCO en août, dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira et Fizi/Itombwe (Sud-Kivu). Tous ces ex combattants ont été sensibilisés par les Fardc avec l'appui de la section Désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation des groupes armés étrangers (DDRRR) de la Monusco. Les difficiles conditions de vie dans la brousse expliquent leur reddition. La sensibilisation menée par les Fardc et la Monusco vient en appui au Programme Désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et réinsertion (PDDRC-S) du gouvernement congolais qui consiste à appeler ces forces négatives à déposer volontairement les armes afin de contribuer à la paix, la stabilisation et au développement de la partie Sud de la province du Sud Kivu.

Emoluments des députés : Muhindo de l'ECIDE confirme les chiffres, Ntumba de l'UDPS parle du populisme et de la démagogie. « Le budget 2022 alloue au député un traitement de base, par député et par mois, vous avez l'équivalent de 21 403 410 francs congolais c'est-à-dire 10 701 USD. A côté de cela, le bureau alloue en termes des charges du député, un montant qu'on appelle avantages et primes diverses, qui atteignent les 5000 USD. Depuis le mois de mars, il s'est annoncé une rubrique qui fait polémique, que l'on appelle réserves parlementaires. C'est ce qui évaluerait le total à 20 000 dollars », a affirmé Muhindo, député national de l'Ecide. Ntumba, député national et cadre de l'UDPS, indique pour sa part que ces déclarations sont fausses. Pour lui, les propos de Fayulu ne sont que « du populisme et de la démagogie ». Parce que, soutient-il, le budget de l'Assemblée nationale n'a jamais connu de modification depuis le début de la législature en cours.

EPST/Kinshasa : au moins 300 veuves et orphelins des enseignants vont bénéficier de la rente de survie. Il s'agit de près de 300 dossiers sur les 3000 qui étaient examinés par les services de paie et de budget. Le paiement se fera à la Banque Finca, pour ceux dont les noms sont affichés. Ceux dont les noms ne sont pas sur les listes publiées doivent prendre patience parce que le traitement est en cours ».

Mai-Ndombe : la rentrée scolaire reportée dans le territoire de Kwamouth. L'ouverture de l'année scolaire, prévue lundi 5 septembre sur l'ensemble de la RDC, ne pourra pas avoir lieu à Kwamouth en raison de l'insécurité à la suite des tensions interethniques dans la région, soutient le ministre provincial de l'éducation. Plusieurs écoles de Kwamouth sont incendiées et les populations sont en déplacement. Le gouvernement provincial de Mai-Ndombe n'a pas encore prévu une date pour la rentrée des classes à Kwamouth.

Ituri : 22 morts dans les affrontements de deux jours entre Fardc et Codeco à Mongwalu. 13 civils et 8 combattants rebelles ont été tués lors de deux jours des combats. Les civils tués sont essentiellement des orpailleurs. 4 autres civils ont été blessés lors de ces affrontements. Les Fardc ont tué 8 miliciens Codeco dont le commandant des opérations de cette milice et 11 autres combattants ont été blessés. Du côté de l'armée, un mort.

L'on signale d'importants dégâts matériels : environ 60 maisons et boutiques incendiés et le commissariat de police saccagé. Toute la commune de Mongwalu est sous contrôle de l'armée depuis mercredi soir.

Kasai : les commerçants s'opposent à la hausse de la taxe sur cargaison de maïs qui quitte Mweka au Kasai pour Kananga au Kasai-Central. Alors que l'arrêté du gouverneur du Kasai fixe cette taxe 94 USD, le chef de centre de perception de la Direction des recettes du Kasai (DRKAS) l'a ramené à 146 USD. Cette situation crée une confusion et les commerçants s'opposent au paiement de cette taxe, soutenant qu'un communiqué d'un chef de centre ne peut pas annuler une décision de l'autorité provinciale. Le ministre provincial de l'Agriculture a promis de discuter avec son collègue des Finances de qui dépend la DRKAS, avant de fixer l'opinion à ce sujet.

Matadi : les chefs de divisions de l'EPST confirment la rentrée scolaire, le 5 septembre. Depuis quelques jours, une rumeur de report de la rentrée des classes circule dans la ville de Matadi, chef-lieu de cette province. Aucun report n'est envisagé, a déclaré le Proved du Kongo-Central 2. Il demande aux parents d'envoyer les enfants à l'école dès lundi 5 septembre, à 7 h et précise qu'aucune absence d'enseignants ne sera tolérée. Cette rumeur a aussi une incidence sur la vente des fournitures scolaires sur le marché.

Ituri : 19 personnes tuées lors d'une embuscade des ADF à Biakato. Ces ADF sont venus de la région de Luna-Samboko au sud du territoire d'Irumu. Après avoir traversé les villages de Samboko, Mamuo et Ndombilo, « ils ont progressé vers la périphérie de Biakato-centre où ils ont commis plusieurs exactions. L'armée est intervenue pour freiner leur progression vers Biakato-centre. C'est dans leur fuite que ces rebelles ont tiré sur des civils qui se dirigeaient vers Beni au Nord-Kivu. Dix-neuf corps ont été récupérés après ce carnage. Les sources militaires affirment avoir neutralisé six ADF au cours des échanges de tirs et récupérer leurs armes.

Collaboration Monusco-population au Sud-Kivu : la mise en place d'un cadre de dialogue sur le mandat de la Monusco recommandée. Cet atelier, qui a réuni les autorités politico-sécuritaires, les représentants de la communauté et de la société civile dans toute leur diversité, avait pour objectif de décortiquer les causes à l'origine de récentes attaques contre la Monusco. Les causes épinglees par plusieurs participants, sont entre autres l'insécurité persistante, mais aussi le déficit de communication autour du travail de la Monusco en rapport avec la protection des civils tout comme le régime de notification sur les armes appliqué à la RDC par le Conseil de sécurité. D'où la nécessité de mettre en place un cadre de dialogue et d'échanges permanent entre la Monusco et ses partenaires. « Cela va nous permettre de consolider cette relation de confiance nécessaire à notre travail »

La rareté du kérosène affecte le transport aérien. La carence de kérosène a tellement dérangé que Congo Airways, la compagnie nationale, a présenté ses excuses à sa clientèle à travers un communiqué. La CAA, qui exploite aussi l'espace congolais, en a aussi souffert. Plusieurs vols ont été annulés pour la même cause. **150 passagers de Congo Airways toujours bloqués à Gemena.** Bloqués depuis deux semaines dans cette ville du Sud-Ubangi sans ressources, ils ne savent plus à quel saint se vouer. Ils étaient une cinquantaine à envahir jeudi matin les installations de Congo Airways à Gemena, afin d'exprimer leur déception et colère. Les responsables de Congo Airways affirment « ce désagrément est dû au manque de Kérosène » sans toutefois fournir d'autres détails.

Maniema : l'INERA/Salubezya bénéficie d'un lot de semences améliorées. Le chef de secteur des Beia, a remis un lot des semences améliorées constitué des maïs et paddy à semer dans le champ pilote de 4 hectares de l'Institut national pour l'étude et la recherche agronomique (INERA)/Station de Salubezya (Maniema). Celle-ci avait exprimé le besoin de semences à la reprise de ces activités depuis juillet dernier.

Vendredi 2 septembre.

Kinshasa : l'incendie du Marché de la liberté serait d'origine criminelle, selon Gentiny Ngobila. Il a donc instruit les services de sécurité d'ouvrir une enquête pouvant permettre d'élucider les causes de ce drame. Deux présumés coupables sont aux arrêts. Il s'agit d'un deuxième incendie qui se déclare dans le marché de la liberté, en mois d'une année. Le bilan de l'incendie fait état de trois pavillons partis en fumée ainsi que quelques dépôts qui longent ces pavillons. Des marchandises et bien d'autres effets appartenant aux vendeurs ont été calcinés.

La rentrée scolaire maintenue au 5 septembre malgré les divergences entre syndicats des enseignants. Pour la synergie des syndicats des enseignants du Congo, le gouvernement doit mobiliser des moyens pour répondre aux revendications des enseignants avant de confirmer la reprise scolaire pour le 5 septembre. Il faut aussi permettre au Parlement, dont la rentrée intervient bientôt, de voter une loi budgétaire en faveur des enseignants. Pour sa part, le Syndicat national des enseignants des écoles conventionnées catholiques appelle les enseignants à reprendre le chemin de l'école ce lundi tel que fixé par le gouvernement. Il parle lui, d'avancées dans les négociations avec le gouvernement concernant les revendications des enseignants.

Lualaba : la CNDH exige la publication du rapport « Zéro délinquant » par l'assemblée provinciale. « Il y a eu l'opération "Zéro délinquant dans la ville" qui consistait à mettre la main sur les délinquants. Nous avons fait notre enquête sur terrain et on a adressé notre rapport à qui de droit. La société civile a effectué la même opération. L'Assemblée provinciale a elle aussi organisé une commission d'enquête sur la même question. Le souhait de la CNDH est que, le rapport de l'Assemblée provinciale soit publié parce qu'elle était instituée pour répondre aux différentes préoccupations de la population sur le nombre des décès des gens qui ont été amenés à Kanyama Kasese et des victimes qui ont été touchées au niveau local », a déclaré le coordonnateur de la CNDH, Arthur Kabulo.

Tanganyika : 148 cas de rougeole notifiés à Kansimba et Moba. Huit aires de santé sur les vingt-cinq que compte le territoire de Moba sont touchées par la rougeole. Cette situation est principalement due au manque des campagnes de vaccination de masse contre la rougeole dans le territoire de Moba. Le médecin chef de zone de santé de Moba et Médecin sans frontière (MSF) reconnaissent que la dernière campagne de vaccination de masse dans cette région avait eu lieu en 2015. Depuis lors, aucune autre campagne de vaccination n'a été organisée dans les zones de santé touchées par la rougeole.

Kinshasa : les médecins du SYMECO mettent fin à la grève après deux mois. Les médecins, membres du SYMECO ont pris l'engagement de prêter à nouveau, en dépit de la poursuite du mouvement de grève par d'autres médecins réunis au sein du Syndicat National des Médecins (SYNAMED). Le secrétaire général du SYMECO a salué la concrétisation par le gouvernement d'un bon nombre de ses promesses en lien direct avec les revendications des médecins. « L'ordonnance portant promotion au grade des médecins a été signée et publiée. Deuxièmement les recours de médecins bloqués ont été examinés et les médecins ont été débloqués. Troisièmement, la mécanisation de mille médecins est une réalité puisque, les mille ont été identifiés et leurs noms ont été envoyés au service compétent pour mécanisation effective en octobre 2022. L'alignement à la prime du risque de deux-mille médecins du régime général et deux-cents des régimes particuliers notamment les militaires et la police est effectif au 4^{ème} trimestre. Les noms des intéressés ont été sélectionnés et envoyés au budget ». Le SYMECO espère qu'en cette période de finalisation du projet de budget 2023, le gouvernement va concrétiser les autres engagements non encore pris en compte jusque-là.

Des ONG dénoncent l'exploitation artisanale illicite des ressources naturelles par des étrangers. Une coalition des organisations de la société civile de l'Ituri et de Haut-Uélé rapporte : « L'or, ne profite pas à l'Etat congolais, ne profite pas à la communauté locale. Mais, l'or profite aux pays étrangers que nous ne maîtrisons même pas aujourd'hui. La grande partie de l'exploitation minière est faite dans l'informel. Un autre élément, c'est la présence des exploitants étrangers qu'on appelle communément "chinois". Ils sont très nombreux. Ces exploitants étrangers travaillent avec des engins très lourds, mais la production n'a jamais été déclarée. On ne sait jamais quelle quantité ils produisent et personne n'arrive dans leurs sites car ils sont protégés par des militaires ». Elle recommande au ministre des Mines de mettre fin à l'exploitation artisanale des carrés miniers par les étrangers.

Kinshasa : la conférence des députés provinciaux exige les mêmes avantages que leurs collègues nationaux. Cette exigence est faite à la suite d'une déclaration du président du parti politique ECIDE, Martin Fayulu affirmant que les députés nationaux perçoivent 21 000 USD d'émoluments et autres avantages. Le président de la conférence des députés provinciaux de la RDC a ajouté : « Bientôt, les députés nationaux vont recevoir les véhicules, mais nous à qui le chef de l'Etat avait demandé de s'approprier les projets de 145 territoires, nous nous les sommes appropriés et demandons que nous puissions aussi avoir des véhicules afin d'aller superviser ces projets ».

Nord-Kivu : ouverture du 2^è dialogue démocratique pour la paix à Beni. A l'initiative des ONG Pole Institute et Alarme pour la prise de conscience aux devoirs et droits humains (APCDDH), ce forum définit de nouvelles stratégies pour rétablir une paix durable dans cette contrée en proie à l'insécurité. Pour le chef du programme de l'ONG Pole Institute cette rencontre offre l'opportunité aux populations de Beni de renforcer leur rapprochement et d'évaluer la mise en œuvre de leur engagement à contribuer à la paix et il est par ailleurs persuadé que ce dialogue permet aux uns et autres de comprendre les défis et de repartir sur de nouvelles bases.

Ituri : situation sécuritaire alarmante à Mambasa (société civile). « Depuis plus d'un mois, la situation sécuritaire s'est fortement dégradée avec l'intensification des attaques des rebelles ADF qui se sont installés dans les chefferies de Bakwanza et de Babombi », allègue la société civile. Elle fustige, la « léthargie des Fardc qui n'ont jamais lancé des opérations de grande envergure pour neutraliser ces rebelles ». L'administrateur assistant du territoire de Mambasa, réaffirme que les militaires sont engagés au front contre ce groupe armé au prix de leurs vies pour sécuriser la population. Il demande à la population de soutenir les services de sécurité et les Fardc.

Kinshasa : le centre médical Diamant lance la 2^e campagne gratuite de dépistage et traitement de cardiopathie congénitale chez les enfants. La 1^{ère} phase de cette campagne se déroule dans la commune de Limete, à Kinshasa et va durer trois jours. Le directeur général du Centre médical Diamant, révèle que plus de trente mille enfants naissent avec une malformation cardiaque chaque année en RDC et si cette maladie n'est pas prise en charge à temps, près 4 mille d'entre eux peuvent mourir. Il appelle les parents à amener leurs enfants qui présenteraient une malformation cardiaque au centre médical Diamant.

Uvira: lancement de la campagne de distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide. Le bureau diocésain des œuvres médicales, (BDOM) de Bukavu est la structure chargée de cette distribution, dans le cadre du partenariat avec l'organisation Soins de Santé primaires en milieu Rural (SANRU). Le BDOM a recruté plus de six-cent-trente personnes dont des relais communautaires, des membres des mutuelles de solidarité, des chefs de villages et de quartiers pour distribuer ces moustiquaires.

Beni : le SYECO appelle à la rentrée scolaire dès lundi 5 septembre. « Il n'y aura pas grève des enseignants à Beni, Nord-Kivu, le 5 septembre prochain, jour de la rentrée scolaire sur toute l'étendue du territoire national ».

Sud-Kivu : plus de 50 000 déplacés recensés en cinq mois. Les derniers déplacés, enregistrés entre le 3 et le 5 août derniers, dans les Hauts Plateaux de Mwenga ont fui l'activisme des miliciens. Entre mars et juillet dernier, un autre groupe de 30 000 déplacés avaient fui les violences armées dans les Hauts et moyens-Plateaux d'Uvira.

Nord-Kivu : suspension de trafic routier entre Masisi et Walikale après l'effondrement du pont Minjenje. Ce pont en métal, d'une vingtaine de mètres, a été emporté par les érosions qui ont touché les deux rives sous la pression des eaux, à la suite de fortes pluies qui se sont abattues sur cette zone. « C'est un coin très important qui achemine beaucoup de marchandises dans la ville de Goma en passant par Kalembe-Kashuga-Mwesso-Kitshanga ». Des autorités locales s'activent avec des initiatives locales afin de trouver une solution palliative.

Tshopo : reprise des travaux de réhabilitation sur la route Kisangani-Opala. Cette reprise est favorisée par le renouvellement du contrat entre l'Office des routes (OR) et l'entreprise Maison le juste. L'entreprise La Maison le Juste ayant fourni les engins déclare faire confiance à l'Office des routes conformément à l'esprit du contrat renouvelé. Ces travaux ne concernent que les 103 km de ce tronçon d'environ 370 km de longueur.

Kwilu : des milliers de déplacés fuyant les affrontements à Kwamouth arrivent à Bandundu ville. Ils affirment avoir parcouru de très longues distances à pied. Ils ont tout abandonné pour fuir les hostilités liées au conflit sanglant entre les Téké et les Yaka. Ils plaident pour la restauration de la paix afin qu'ils puissent retourner dans leurs milieux de vie. Le maire de Bandundu, recourt à la collecte pour prendre en charge les déplacés

Lualaba : une ONG dénonce l'arrestation de six activistes des droits de l'homme à Nteke. L'ONG la Voie citoyenne affirme que ces personnes ont été arrêtées depuis deux semaines à Nteke, dans le territoire de Lubudi, province du Lualaba, par les services de sécurité, sans signifier le motif de leur arrestation et demande aux autorités provinciales du Lualaba de « libérer sans conditions le camarade Museka Wa Museka Siméon ».

Samedi 3 septembre.

Nord-Kivu : 3 blessés dans le crash de l'hélicoptère du PAM, survenu, le 2 septembre, au parc des Virunga. L'appareil accidenté effectuait le trajet Beni-Goma. Certaines sources non officielles parlent d'une panne technique et de la mauvaise condition météorologique comme les causes de cet accident.

Masisi : la population inquiète d'abus et tracasseries des ex-combattants à Mubambiro. Des ex-combattants en colère par rapport à leur prise en charge sont accusés, vendredi 2 septembre, d'avoir agressé, extorqué et violenté des clients d'un hôtel à Mubambiro, territoire de Masisi (Nord-Kivu). Ce nouvel incident enregistré dans la cité de Mubambiro inquiète de plus en plus la communauté de cette partie du territoire de Masisi, qui demande aux autorités que ce centre des ex-combattants qui se sont rendus, soit délocalisé ailleurs. Le centre de Mubambiro héberge pour le moment 1 750 ex-combattants démobilisés, dont certains y ont déjà passé jusqu'à 5 ans. Tous n'attendent que la réintégration dans leurs milieux d'origine.

Insécurité à Butembo : la population appelée à s'unir avec les forces de l'ordre. Le président de l'Action des volontaires pour la relève patriotique (AVRP) a reconnu que la situation sécuritaire n'est pas bonne à Butembo. Il a cité l'attaque des ADF, en plein centre-ville de Butembo qui ont tué 4 policiers. « Ça doit nous interpeller ». Pour en finir avec l'insécurité, il a conseillé aux populations de Butembo de combattre, avec l'accompagnement du gouvernement, ceux qui insécurisent cette ville. « Mais, si la population veut se révolter en s'attaquant aux forces de sécurité pour prétendre combattre l'ennemi, ça ne sera jamais possible et nous serons exterminés ».

Irumu : la société civile demande à la Monusco de renforcer son soutien aux FARDC. « La Monusco aux côtés de notre armé doit l'appuyer en logistique : disponibiliser les drones pour localiser l'ennemi », a déclaré

l'un des membres de cette communauté. La restauration de la paix permettra également aux déplacés, rassemblés à Komanda-centre, de retourner dans leurs milieux respectifs. Le chef de bureau de la Monusco en Ituri a réitéré le soutien de son organisation au gouvernement pour la restauration de la paix dans cette partie de l'Ituri. « On va travailler ensemble pour voir comment on peut renforcer le mécanisme d'alerte précoce ».

Conflit Teke-Yaka : le député Niango appelle à la mobilisation du Grand-Bandundu. « L'élite du Bandundu, dans son ensemble, doit être interpellée par cette situation » Il a également appelé les autorités du pays à plus de vigilance par rapport à ce conflit ethnique qui, selon lui, a éclaté à la porte de la capitale. La ville de Bandundu, chef-lieu de la province du Kwilu, accueille depuis le début de cette semaine, des milliers de déplacés en provenance de la province du Maï-Ndombe. Ces familles fuient les violences dans leurs milieux de vie, à la suite du conflit intercommunautaire entre les Téké et les Yaka dans le territoire de Kwamouth (Maï-Ndombe). **Le gouvernement distribue des vivres et non-vivres aux sinistrés de Kwamouth.** Cette aide est constituée notamment des sacs de riz, de maïs, de haricot, du sucre, de bidons d'huile et des tôles pour la reconstruction des habitations détruites ou incendiées lors de ces tensions. Cette aide intervient quelques jours après celle du gouvernement provincial de Maï-Ndombe qui a aussi remis des tôles aux sinistrés. La gouverneure de Maï-Ndombe a fait savoir que de nombreux déplacés sont déjà en train de retourner dans leurs villages respectifs.

Yangambi : la population sollicite la réhabilitation des infrastructures de base avant d'accueillir la PRECOP 27. Cette grande messe environnementale et scientifique est prévue du 5 au 7 septembre courant dans la cité de Yangambi, située à environ 100 km de Kisangani. La société civile locale et les jeunes de cette entité souhaiteraient cependant que certains préalables soient remplis avant la tenue de cette activité. Ce point de vue est corroboré par la société civile d'Isangi qui dit ne pas comprendre que cette activité soit organisée à bord d'un bateau flottant. « Si le gouvernement n'était pas capable de réhabiliter les maisons, la salle des réunions et la route alors il faut laisser les scientifiques venir habiter dans ces maisons, si les gens de Yangambi s'assoient à même le sol, les scientifiques doivent aussi s'asseoir à même le sol et se rendre compte que les communautés qui vivent autour des forêts qui servent l'humanité entière ne sont pas encore bénéficiaires des dividendes issues des mêmes forêts... » La 27^e Conférence des Parties signataires de la Convention Cadre de l'ONU sur le changement climatique (COP27) est prévue du 7 au 18 novembre à Charm El-Cheikh (Egypte). Six ans après Marrakech lors de la COP22 de 2016, la RDC avait exprimé son ambition d'abriter les travaux préparatoires de la COP 27 (PRECOP 27) et cela, avec le soutien de plusieurs Etats du Bassin du Congo, de l'Afrique et des pays développés.

Nord-Kivu : plus de 700 ménages de déplacés de Bunagana refoulés de l'Ouganda. Ces familles s'étaient réfugiées en Ouganda pour se mettre à l'abri des combats entre les Fardc et les rebelles du M23 dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). 400 familles de ces déplacés sont déjà arrivées le 2 septembre à Rusthuru-Centre alors que plus de 350 autres sont localisées dans le groupement Busanza. Refoulés de force de Kisoro (Ouganda), ces Congolais passent par le petit poste frontalier de Kitagoma pour déboucher dans le groupement Busanza. Cela pour éviter de passer par le groupement Jomba occupé par les rebelles du M23. Ces opérations de refoulement forcé sont menées sur décision des autorités ougandaises.

Félix Tshisekedi pour la mise en œuvre des mesures visant à préserver le taux de change. « Dans le cadre du programme formel conclu avec le Fonds monétaire international, mais aussi dans le but de garantir la préservation du pouvoir d'achat de nos compatriotes, le Président de la République reste très attaché aux efforts pour la stabilité du taux de change, car dans le contexte de la bonne tenue des cours des produits de base exportés dans notre pays, cette stabilité devrait être soutenue par l'accumulation des réserves pour conforter la résilience de notre économie ».

Bintou Keita échange avec des étudiants de différentes universités de Kinshasa sur le travail de la MONUSCO. Organisée par le Club des élites des universités de Kinshasa, cette activité avait pour but d'échanger ouvertement par des questions-réponses sur le travail de la Mission onusienne, notamment dans la partie Est du pays où il y a eu des manifestations populaires pour exiger son départ. Le coordonnateur du Club des élites universitaires de Kinshasa pense que le dialogue est le moyen le plus efficace pour résoudre toute forme de crise. D'où le bien-fondé de cette activité. Pour sa part, une étudiante estime qu'une communication responsable permet de dissiper tout malentendu au sujet de la Monusco. La cheffe de la Monusco a réitéré son appel à la non-violence tout en indiquant qu'elle sera toujours prête à répondre à tout dialogue pacifique.

Dominique Nkodia plaide pour la construction des infrastructures sportives au Kongo-Central. Pour le ministre provincial des Sports du Kongo-Central « il est nécessaire que l'Etat congolais puisse doter le Kongo-Central des stades multidimensionnels. Là, nous servirons de base-arrière pour Kinshasa en cas d'organisation

des compétitions internationales comme les IXe Jeux de la Francophonie, prévus en 2023 ». Sur ce, il a demandé au gouvernement national d'achever les travaux de construction du stade Lumumba de Matadi et de rénover ceux de Boma et de Kisantu.

Haut-Katanga : lancement à Kopolowe d'un projet pilote de lutte contre la malnutrition. Organisé par l'Unicef et ses partenaires dont la Vision mondiale, ce projet qui a une durée de six mois, cible aussi bien les enfants de moins de cinq ans que les femmes enceintes et celles allaitantes. D'après le représentant de l'Unicef, 69% de la population du Haut-Katanga a un régime alimentaire pauvre et limité. Il ajoute que 13,9% des ménages en insécurité alimentaire se trouvent dans le territoire de Kambove plus précisément dans la zone de santé de Kopolowe. Selon la même source, 22. 500 enfants de six à cinquante-neuf mois ont un retard de croissance.

Félix Tshisekedi nomme des mandataires dans les entreprises et établissements publics. Le Président Félix-Antoine Tshisekedi a nommé ce samedi 3 septembre, les mandataires de certains établissements publics. Ces ordonnances ont été lues à la télévision nationale par le porte-parole du chef de l'Etat, Tharcisse Kasongo Mwema.

Dimanche 4 septembre.

Le gouvernement salue les avancées dans les préparatifs du processus d'enrôlement, d'identification et de recensement, en prélude des prochaines échéances électorales. « Nous avons eu la réunion du comité de pilotage pour la mutualisation du processus d'enrôlement, d'identification, et de recensement. Il était question qu'on ait le point sur l'évolution de ces travaux. Nous avons eu la joie d'apprendre qu'au niveau de la CENI, la cartographie est pratiquement terminée », a expliqué le ministre du Plan. Il a ajouté que cette cartographie sera mise à la disposition de l'ONIP et de l'INS pour que ceux-ci puissent l'intégrer et l'utiliser de manière qu'on puisse payer moins en ce qui concerne la cartographie. Ensuite, l'ONIP et la CENI vont continuer certaines opérations ensemble, mais en respectant le calendrier de la CENI. « Ce sont les opérations d'enrôlement et d'identification. Elles vont se faire normalement au même moment avec les récépissés. Mais, le moteur, ce sera la CENI, qui va faire respecter son calendrier ».

Plus de 10 000 déplacés de Kwamouth vivent difficilement à Mongata. Ces sinistrés manquent de tout et n'ont jusque-là reçu aucune assistance humanitaire. Le premier vice-président de la société civile du Kwango, a invité le gouvernement central et des organisations humanitaires à leur venir en aide. Il a également demandé au gouvernement d'offrir des sites d'hébergement et des nécessaires pour vivre à ces déplacés. Il appelle les ONG humanitaires, à organiser un mécanisme d'appui et d'assistance humanitaire en faveur de ces personnes.

Lubero : soins médicaux gratuits aux déplacés et leurs familles d'accueil à Kayina. Selon la société civile locale, ce projet est initié par l'ONG internationale Rescue (IRC). Le médecin chef de zone de santé de Kayina, a affirmé que ce projet prend en compte non seulement les déplacés mais également leurs familles d'accueil. Les premiers bénéficient de 100% de la prise en charge tandis que les seconds sont pris en charge en 50%. Pour sa part, le président de la société civile de Kayina, a plaidé pour l'élargissement de ce projet dans toute la zone de santé qui héberge de nombreuses familles de déplacés.

Kasaï-Oriental : plus de 6 000 cahiers distribués aux élèves de Katanda. Le député Ntumba Tshiabola affirme avoir posé ce geste en vue d'aider les parents de ce coin du Kasaï-Oriental à bien préparer cette rentrée des classes : « Nous avons distribué aux élèves de Katanda plus au moins 6000 cahiers et 3 000 stylos et avons fourni environ 500 tôles aux écoles de 4 secteurs du territoire de Katanda ». Dans le cadre de l'encadrement de la jeunesse, il a remis des ballons de football et maillots aux joueurs des clubs de ces 4 secteurs. **Nord-Kivu : des écoles choisies pour accueillir des milliers d'enfants déplacés de Rutshuru.** Une dizaine d'écoles d'origine de ces élèves, dans les groupements Jomba, Bweza et une partie de Gisigari, restent encore fermées à la suite des combats entre les Fardc et le M23. Le directeur provincial ai de l'EPST Nord-Kivu a également précisé qu'en cas de surpeuplement des salles de classe, les enseignants déplacés vont encadrer leurs élèves aussi déplacés. **Beni : 12 écoles reprennent les cours après une année de fermeture à Banande-Kainama,** à la suite de l'activisme des ADF dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Cette reprise intervient après une accalmie sécuritaire observée dans cette zone grâce aux opérations conjointes Fardc-UPDF. **Lubero : plaidoyer pour la protection des enfants dans les écoles.** « Les enfants doivent bénéficier d'une bonne éducation et dans les meilleures conditions afin de garantir un avenir sûr pour le bien de notre pays » a souligné le président du Parlement d'enfants de Butembo-Lubero. Il est d'avis que la réussite de l'enfant à l'école se prépare dès le premier jour de la rentrée scolaire. Il a invité les autorités politico-administratives à s'investir pour la paix dans cette contrée en vue d'une bonne scolarisation. **Ituri : plus de 150 écoles fermées depuis une année à la suite**

de l'insécurité. Dans le territoire de Djugu par exemple, environ 40 écoles dont 28 du primaire et 12 du secondaire ne fonctionnent plus à cause des exactions des miliciens réfractaires de la Codeco. Alors que 57 autres écoles ne fonctionnent pas dans la chefferie de Walese Vonkutu dans la partie sud du territoire d'Irumu sur l'axe Komanda-Luna. Face à cette situation, la société civile de l'Ituri a invité le gouvernement à prendre des mesures idoines pour rétablir la paix dans ces territoires pour permettre aux enfants de ce coin d'accéder à l'éducation.

Mgr Jean-Pierre Kwambamba appelle les Yakas et Tekes de Kwamouth à la réconciliation. L'évêque de Kenge considère que promouvoir la paix dans la région constitue une obligation : « Les conflits ne peuvent résoudre nos problèmes. Nous serons tous perdants. Nous n'avons pas d'alternative : il faudra nous réconcilier. Il faudra retrouver la paix. Et cela aidera à promouvoir le développement de la contrée. Nous invitons tout le monde au pardon. » Le prélat catholique a tenu ces propos au sortir d'un échange avec la délégation gouvernementale en tournée dans la zone pour calmer la tension entre les Yakas et les Tekes.

Ituri : 3 miliciens du groupe Mazembe tués lors des combats avec les Fardc à Lwemba. Vers 22 h, une dizaine de miliciens Mai-Mai Mazembe, venus de la forêt au sud de Lwemba, a surpris des militaires en patrouille dans la zone. Leur objectif était de s'attaquer à la position de l'armée et se procurer des munitions. Pendant plusieurs heures d'échange de tirs entre les deux parties, trois Mai-Mai ont été « neutralisés ». Deux soldats ont été blessés lors de cette attaque. Les militaires ont poursuivi les assaillants et réussi à en capturer sept autres. Cette attaque a créé un mouvement des habitants de Lwemba, dont la plupart pensaient à une progression des ADF dans cette cité.

L'ONU note une baisse de violations des droits humains. Le Bureau conjoint des Nations unies (BCNUDH) a documenté, durant le mois de juillet 2022, 371 violations et atteintes aux droits de l'homme sur tout le territoire de la RDC. Ce chiffre représente une réduction de 25% par rapport au mois de juin 2022, où le avait enregistré 475 violations. Cette réduction reflète la diminution à la fois des violations attribuables principalement aux agents de l'Etat. Sur le plan judiciaire, le BCNUDH a continué à apporter son soutien aux autorités congolaises dans le cadre de la lutte contre l'impunité des violations et des atteintes aux droits de l'homme. Le même document renseigne que les atteintes perpétrées par les différents groupes Mai-Mai et les combattants de la Codeco ont cependant connu une augmentation significative. Celles attribuables aux membres des ADF ont diminué au Nord-Kivu mais considérablement augmenté en Ituri, par rapport au mois précédent.

Lundi 5 septembre.

Développement de 145 territoires : 91 millions USD remis aux agences locales d'exécution. Le coordonnateur du Bureau central de coordination (BCECO) a fait savoir qu'avec ce financement, ces agences devront se déployer dans les territoires concernés pour démarrer les travaux, qui leur ont été attribuées. Il dit avoir recruté une quarantaine de ces agences sur base compétitive, après avoir publié en avril dernier des manifestations d'intérêt. C'est au cours du même mois que le BCECO avait signé des conventions avec ces agences locales d'exécution du programme de développement de 145 territoires à Kinshasa.

Sud-Kivu : une ONG déplore la mort d'un détenu de la prison centrale de Kabare. Ce décès est consécutif au manque de nourriture et de soins médicaux. Et pourtant, des médecins ont été affectés à cette prison mais il n'y a pas des médicaments, a déploré l'ONG Partenariat pour la Protection Intégrée (PPI). D'autres détenus sont morts : « A Kamituga, aujourd'hui nous sommes déjà à sept morts depuis le début de l'année 2022. Dans la prison centrale de Kalehe l'on a enregistré plus de quatre morts. Tout ceci est lié au manque de nourriture et de médicaments », a indiqué cet activiste des droits de l'homme.

Examen d'Etat au Kwilu : les parents s'inquiètent de la non-publication des résultats de la section biochimie. Il s'agit essentiellement des résultats de la division provinciale de l'Enseignement primaire secondaire et technique (EPST), Kwilu 1. Dans une déclaration faite à la presse, samedi 3 septembre, ces parents se disent préoccupés car ne connaissant pas le sort de leurs enfants alors que la rentrée des classes a lieu ce lundi 5 septembre, ont-ils indiquée. Le ministre de l'EPST, Tony Mwaba, est interpellé afin de fixer ces élèves sur leur sort.

Climat : Félix Tshisekedi participe au Sommet d'adaptation de l'Afrique à Rotterdam. Ces assises sont organisées en prélude du sommet de la COP 27 prévu en novembre en Egypte. La rencontre de Rotterdam réunit les Nations-Unies, le monde des affaires et des Chefs d'états et des gouvernements autour du thème : « réchauffement climatique ». Selon la porte-parole adjointe du Chef de l'Etat, Tina Salama, ce forum devra permettre d'accroître les soutiens d'investissement d'ici 2025 pour l'adaptation de l'Afrique au changement

climatique. Elle qualifie ce sommet de catalyseur de la coalition de partenaires mais surtout des initiatives pour accélérer l'action de l'adaptation climatique sur le continent. Tina Salama a fait savoir que la RDC devrait participer à toute discussion dans le monde sur le changement climatique, après avoir été présenté comme pays solution à la COP 26, tenue à Glasgow (Ecosse). Elle a par ailleurs regretté qu'à la COP 26, en Ecosse, les pays pollueurs avaient promis, sans réaliser, des financements en faveur de l'Afrique.

Sama Lukonde promet l'électricité et les routes à la population de Kisangani. Le Premier ministre de passage à Kisangani le 4 septembre, a fait cette promesse. Il a exprimé la compassion du gouvernement vis-à-vis de la population de Kisangani, victime de plusieurs guerres. Le chef du gouvernement a annoncé aussi le lancement, pour ce 5 septembre, des travaux de la PRECOP 27, à Yangambi, cité située à environ 100 km de Kisangani. La rencontre de Yangambi est organisée en prévision de la Conférence des Parties (COP 27), prévue en novembre prochain en Egypte. Cette conférence internationale scientifique est placée sous le thème : « Contribution des forêts du bassin du Congo et des autres bassins tropicaux de la planète à la lutte contre le changement climatique ».

Ces assises de 3 jours sont organisées par le ministère de l'Environnement et Développement Durable.

Rupture du trafic entre le Kwilu et le Kasai après l'effondrement du pont Lwini. Le pont Lwini s'est effondré, il y a quelques jours, à cause d'un ravin créée par les eaux de pluie. Depuis lors, la population de plusieurs quartiers n'a plus accès facile au centre-ville. « La communauté des jeunes leaders de Kikwit demande à tous les notables de la ville de Kikwit, de la province du Kwilu et au gouvernement central de répondre urgemment à ce problème de la réhabilitation de ce pont afin de reprendre la praticabilité de la RN1 qui amène d'ailleurs jusque à Tshikapa ».

Bunia : des présumés Mai-Mai incendient des habitations à Kotakoli. Ces hommes armés, ont incendié tôt ce lundi 5 septembre, plusieurs habitations dans le carrée minier de Kotakoli, dans le territoire de Mambasa, province de l'Ituri. Ils ont investi le lieu, profitant de l'absence des forces de sécurité et de défense dans cette zone.

Bukavu : les parents appelés à encadrer leurs enfants dès la rentrée des classes. « Il faut que les parents soient avec les enfants, les accompagnent pendant tout le cursus de cette année scolaire pour qu'on n'ait pas de problèmes à la fin l'année avec des enfants qui refassent la classe ». **Surpeuplement observé dans des classes élémentaires à Beni.** Les salles de classes du niveau élémentaire de l'école primaire ont fait le plein d'élèves, à la rentrée scolaire 2022-2023, dans la ville de Beni. Les responsables de ces écoles demandent au gouvernement de leur venir en appui, en construisant d'autres bâtiments afin que les élèves étudient dans de bonnes conditions. Ils attribuent cette pléthore par l'arrivée des enfants en provenance de plusieurs écoles de l'intérieur du territoire de Beni, où sévissent les groupes armés. Les parents sont également attirés par la mesure de gratuité dans ces écoles primaires publiques. **De nombreux élèves ont repris le chemin de l'école à Kindu.** Présent à leurs postes, les enseignants ont appelé les parents à ne pas garder les enfants à la maison. Les parents de leurs côtés veulent voir cette année scolaire se dérouler sans attermoiement. Certains enfants n'ont pas repris l'école ce lundi car leurs parents manquent de moyens financiers. **Le ministre de l'EPST appelle au respect du calendrier scolaire 2022-2023.** « J'invite tous les acteurs et partenaires éducatifs au respect des engagements pris afin que le calendrier scolaire soit réellement respecté », a recommandé le ministre de l'EPST. Il a également plaidé pour le combat contre les antivaleurs pouvant affecter la qualité de l'enseignement à travers le pays. **Pas d'engouement dans les écoles de Matadi en ce jour de la rentrée des classes.** Les écoles de Matadi (Kongo-Central) n'ont pas connu, ce lundi 5 septembre, d'engouement d'élèves. Les enseignants trouvés à l'EP2 Vuvu kieto affirment que quelques enfants y sont passés en tenue de la maison pour prélever la température de cette rentrée scolaire. À l'Ep 4 Vuvu kieto, bien qu'en nombre insignifiant, les élèves de toutes les classes ont été présents. **31 millions d'élèves attendus pour l'année scolaire 2022-2023.** « La gratuité de l'enseignement, programme phare de son excellence Félix Antoine Tshisekedi, fait partie aussi des priorités du Gouvernement en tant qu'engagement. Et grâce à cette vision, nous avons vu l'année passée, plus de 4 millions d'élèves rejoindre le banc des classes. Cette année c'est près de 31 millions au total d'élèves qui sont attendus. C'est pour dire que ça demande toute notre attention pour nous assurer que cette année puisse se dérouler sans encombre », a annoncé le Premier ministre. **Pas de rentrée scolaire à Rutshuru centre : les enfants déplacés empêchent les élèves d'accéder dans les écoles.** La rentrée des classes n'a pas été effective ce 5 septembre dans plusieurs écoles à Rutshuru centre (Nord-Kivu). Des dizaines d'enfants déplacés vivant à l'EP. Rugabo ont manifesté dans la rue et dans certaines écoles pour empêcher ainsi les élèves d'accéder dans les écoles. Ils exigent la paix afin de retourner dans leurs villages pour poursuivre les cours. Ils ont érigé des barricades pour empêcher tout accès. Ces manifestations n'ont pas fait des victimes. L'administrateur du territoire de Rutshuru, contacté, n'a pas voulu s'exprimer à ce sujet. **Rentrée scolaire timide à Yangambi, Bandundu et Mbandaka.** A Yangambi, dans la province de la Tshopo, cette date a été consacrée, plus particulièrement à la rentrée administrative, tant dans le

secteur privé que public. Trois écoles primaires de la place visitées par Radio Okapi, enseignants et directeurs affichent complets. Au *Kwilu*, en ce premier jour de classe, seuls les enseignants et quelques élèves ont été présents dans les écoles. L'on attribue cette timidité notamment au fait que plusieurs élèves sont bloqués en vacances à Kinshasa à cause de la suspension du trafic sur la RN1 à la suite de l'insécurité causée par le conflit Teke-Yaka sur cette voie. Enfin à *Mbandaka*, dans la province de l'Equateur, ce sont des élèves en uniforme des écoles privées qui étaient plus visibles dans les rues, notamment au quartier Besenge où a été inauguré le quatrième site du Collège Mputu. A l'Institut Bakusu, l'une des plus grandes écoles publiques de la ville, à peine 42 élèves sur 1.600, ainsi que 20 enseignants sur 54, se sont présentés.

Kasaï-Oriental : des jeunes de l'UDPS protestent contre leur absence dans le gouvernement provincial. Plusieurs activités ont été paralysées ce 5 septembre, dans la partie Est de la ville de Mbuji-Mayi, dans la province du Kasaï-Oriental. Des jeunes se réclamant de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), visiblement en colère, protestaient contre l'absence des jeunes de leur parti politique dans le cabinet du gouverneur ainsi que des ministres provinciaux, dont la liste des membres a été publié en fin de semaine.

Kalemie : un mouvement citoyen condamne la mort d'un homme par vindicte populaire. Un présumé voleur a été brûlé vif, par des habitants du quartier Bwanakuja à Kalemie. Le président du mouvement citoyen "Parlement debout sans tabou" demande aussi aux autorités de Kalemie de mettre fin au banditisme urbain qui prend de l'ampleur. Pour le commissaire provincial la police est confrontée à un sérieux problème pour sa mobilité.

Tanganyika : 13 morts dans un accident de circulation à Nyunzu. Neuf personnes ont aussi été blessées. Un camion surchargé transportant des marchandises avec au-dessus plusieurs passagers s'est renversé. L'excès de vitesse serait la cause de l'accident. Mais l'administrateur assistant du territoire affirme qu'une équipe s'est rendue sur le lieu du drame pour avoir d'amples précisions. Il attend les résultats de leur observation pour se prononcer.

Beni : avec une machette, un fou tue un enfant de 8 ans à Ngongolio. Un malade mental connu dans le milieu a tué ce lundi 5 septembre un enfant d'environ huit ans au quartier Ngongolio, dans la commune de Mulekera (Beni). Selon les témoins, les faits se sont passés dans la matinée, alors que la mère de l'enfant, enseignante, se préparait pour se rendre à l'école. Des habitants en colère, ont par la suite lynché le bourreau.

Perception par les groupes armés des taxes auprès des commerçants à Lubero : l'armée annonce des mesures pour remettre l'ordre. Le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 1 Grand-Nord indique que l'armée est déjà informée de la situation : « Nous avons pris l'engagement de renforcer l'effectif des militaires dans ces villages, pour donner la paix à notre population et imposer l'autorité de l'Etat dans cette zone. En tant qu'armée, nous sommes informés suffisamment de tout ce qui se passe et nous avons déjà pris des mesures sécuritaires pour contrecarrer ces hors la loi à commettre des actions contre notre population ».

Beni : un engin explosif retrouvé près d'une école, le jour de la rentrée. Un engin explosif a été retrouvé ce le 5 septembre près de l'école primaire Muzenda dans la commune de Ruwenzori, ville de Beni (Nord-Kivu). Le porte-parole de l'armée dans la région, affirme que les services de sécurité ont été vite alertés par la population et l'engin a été récupéré par les services de l'armée et de lutte anti-mines des Nations unies (UNMAS).

Kongo-Central : 2 enfants calcinés à la suite d'un incendie à Moanda. Un membre de la société civile rapporte que ce drame a été provoqué par un bidon d'essence qui a pris feu dans une des maisons construites en paille dans les îlots du village. Au moins 300 maisons construites en paille, disséminées dans les campements Kikala Kuaku, Ngala Mateba et Kiyompangu sont toutes détruites. L'unique école de ce village est restée déserte ce lundi, jour de la rentrée scolaire. Plus de sept mille personnes passent la nuit à la belle étoile, ajoute la société civile.

Mardi 6 septembre.

Pre-Cop 27 à Yangambi : Sama Lukonde veut promouvoir une économie verte à faible émission de carbone.

Le Forum international et scientifique sur les forêts du Bassin du Congo et d'autres bassins tropicaux, organisé par la RDC à travers la vice-primature de l'Environnement et Développement durable, réunit du 5 au 7 septembre à Yangambi, de nombreux scientifiques internationaux et nationaux. Ces derniers devront réfléchir sur la manière de gérer rationnellement et durablement les importantes ressources naturelles dont regorge la RDC en tant que « Pays solution » dans la lutte contre le changement climatique, et de promouvoir une économie verte, résiliente et à faible émission de carbone, rappelle La Primature. Pour le Chef du gouvernement, il est crucial de

rassembler les scientifiques spécialisés dans les questions des forêts, ressources en eau, changements climatiques, finances climatiques et des disciplines connexes. Selon lui, les réflexions des scientifiques ne se limiteront pas qu'au Bassin du Congo, mais s'étendront également aux autres bassins tropicaux de la planète notamment les bassins de l'Amazonie et de l'Indonésie, lesquels rendent les mêmes services écosystémiques à l'humanité, étant souvent confrontés à des problèmes similaires de protection et de préservation. Sama Lukonde a dit espérer qu'au sortir de ces assises, les options pratiques, politiques et scientifiques innovantes seront proposées en vue de renforcer la conservation et la sauvegarde de ces écosystèmes dans le but de garantir le développement socioéconomique pour les populations du Bassin du Congo. Le choix de Yangambi, pour abriter ces travaux, se justifie notamment par la présence, dans cette localité du territoire d'Isangi, d'un important Institut national pour la recherche agronomique (INERA), réservoir d'une importante biodiversité mondiale reconnue, rappelle La Primature. La localité de Yangambi est située sur la rive droite du fleuve Congo, à 100 km à l'ouest de la ville de Kisangani. Les 235 000 hectares de forêt autour de Yangambi ont été déclarés Réserve de biosphère en 1976, dans le cadre du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB) de l'Unesco. La Réserve de biosphère de Yangambi est l'une des principales aires protégées menacées par l'anthropisation dans la région.

Pre-Cop 27: Eve Bazaiba mobilise pour la protection des forêts. La vice-Premier ministre et ministre de l'Environnement, a mobilisé, pour l'amélioration de la finance climat en vue d'amener la RDC à protéger ses forêts. La ministre a regretté que la cité de Yangambi soit en ruine malgré ses potentialités : « Yangambi est en ruine. La cité est sans infrastructures pour la population et surtout sans alternative pour la survie ». Pour sa part, la gouverneure de Tshopo, a souhaité que cette conférence produise des résolutions pratiques en faveur de ses administrés. « Toute la province de la Tshopo attend de ces assises de résolutions qui permettront aux populations autochtones de bénéficier des avantages de la gestion de la biodiversité ». Le Premier ministre, qui préside ces assises a affirmé avoir capté le plaidoyer fait par la ministre de l'Environnement. **Les jeunes de Yangambi attendent la mise sur pied des projets intégrateurs.** Ces jeunes citent le projet de construction d'un centre de formation professionnelle moderne, notamment, en agro foresterie, menuiserie, élevage, maçonnerie et l'informatique de gestion. Un autre projet, relevé par les jeunes de Yangambi est celui de la réhabilitation de certains bâtiments vieillissants et presque à l'abandon de l'INERA, pour redorer l'image de cette cité. Ces jeunes appellent aussi le gouvernement à intégrer la dimension sensibilisation des habitants de Yangambi sur la protection de la forêt.

Rentrée scolaire : les élèves et les parents espèrent une nouvelle année sans grève. Les parents espèrent en la bonne volonté du gouvernement et des enseignants à ne pas perturber les enseignements. Ils ont ainsi appelé le gouvernement à multiplier les efforts pour améliorer les conditions des enseignants. **Kinshasa : rentrée scolaire timide dans des écoles de la commune de Barumbu.** Alors que plusieurs élèves ont repris le chemin de l'école lundi dans la capitale congolaise, à l'école catholique "Saint Charles Lwanga", seul le personnel administratif et quelques enseignants étaient présents. A l'école primaire privée la "Persévérance", peu d'élèves étaient présents. « La rentrée est timide parce que certains parents se plaignaient de n'avoir pas le moyen financier, même pour assurer l'inscription de leurs enfants ». **Ituri : environ 7 000 enfants déplacés ne sont pas inscrits dans les écoles à Bunia,** sur les neuf mille du site de Kigonze à Bunia (Ituri) alors que la rentrée scolaire est, depuis lundi 5 septembre, effective. Cette situation inquiète leurs parents qui plaident pour l'instauration d'une paix durable en Ituri pour leur permettre de retourner dans leurs milieux d'origine. De nombreux enfants en âge scolaire du site de Kigonze passent leur journée au centre de la ville de Bunia où, ils se livrent à la mendicité. D'autres aident leurs parents dans les petits commerces pour la survie de leurs familles. **Uvira : pas de rentrée scolaire à la suite de la présence excessive des militaires à Bijombo.** Selon la société civile locale, cette situation fait craindre le pire aux parents qui préfèrent garder leurs enfants à la maison. Le constat est similaire aux villages Masango, Muheta, Magunda, Mugogo, Kiziba et Katanga, où aucune école n'a ouvert ses portes. Le président de la société civile de Masango, explique que ces militaires seraient à la recherche des rebelles burundais et miliciens qui seraient cachés dans la population civile.

Kananga : la mairie interdit la participation des enfants aux jeux de hasard. La décision du maire intérimaire, prise du 3 septembre, d'interdire la participation des mineurs dans les jeux de hasard veut décourager cette pratique particulièrement chez les enfants en âge de scolarité afin de leur permettre de se consacrer aux études. L'ONG "Enfant-Avenir" souhaite que des sanctions exemplaires soient appliquées contre les sociétés qui organisent ces jeux de hasard sans respecter l'instruction de la mairie.

Le gouvernement appelé à financer la réfection des ponts au Nord-Kivu. Le conseiller du gouverneur du Nord-Kivu en charge des infrastructures, estime que cette intervention du gouvernement central s'avère indispensable à l'approche de la saison pluvieuse. Il a indiqué qu'à l'instar du pont Minjenje reliant le territoire de Masisi à celui de Walikale, emporté la semaine dernière, beaucoup d'autres menacent de s'effondrer au Nord-Kivu. C'est notamment le cas du pont, reliant l'Ouganda à la RDC au niveau de Ishasha dans le territoire de Rutshuru.

Kabund devant la Cour de cassation : la prochaine audience renvoyée au 12 septembre. Les juges ont levé cette option, lundi 5 septembre, après une audience axée sur des préalables soulevés par la partie prévenue.

Félix Tshisekedi : « l’Afrique a besoin de 36 milliards USD par an pour faire face au changement climatique »

Il a regretté que l’Afrique ne perçoive que 6 milliards pour lutter contre le changement climatique. Il a également noté, avec regret, l’absence des pays pollueurs dans ces assises. A la tribune de ce sommet de Rotterdam, Félix Tshisekedi a rappelé que la RDC reste « un pays solution » pour aider le monde à résister au changement climatique. Pour lui, la RDC est consciente de sa responsabilité pour le présent et l’avenir de l’humanité face au changement climatique.

Beni : 2 combattants armés tués lors des affrontements entre les Fardc et des groupes Maï-Maï et plusieurs armes blanches récupérées par les Fardc lundi 5 septembre lors d’un affrontement entre l’armée et les combattants d’un groupe Maï-Maï dirigé par un certain Kuyibunja Juvénal, à Isonga, groupement dans la chefferie de Bashu.

Kalemie : la sénatrice Vicky Katumwa appelle les autorités à renforcer la police pour lutter contre l’insécurité. Elle indique que la police n’a pas de moyens pour notamment assurer les patrouilles nocturnes et intervenir en cas d’incident sécuritaire. L’autre difficulté majeure de la police est liée à l’insuffisance d’effectifs.

Les Kasai-Oriental et Kasai-Central s’engagent à mettre fin aux conflits entre leurs populations respectives. Les deux provinces ont résolu que les experts vont se rendre dans les localités frontalières afin de récolter les données sur la nature des conflits qui opposent les provinces du Kasai-Oriental et du Kasai-Central, avant la tenue de la bipartite. Les données sur la cartographie des conflits récoltées en 2015 et actualisées en 2017 par la section des Affaires civiles de la Monusco, le gouvernement provincial et la société civile du Kasai-Oriental, rapportent que près de vingt conflits opposent actuellement les provinces du Kasai-Oriental et Kasai-Central. Quelques tentatives de règlement pacifique de ces conflits ont été initiées, sans succès.

Maï-Ndombe : 3 nouveaux morts dans le conflit interethnique à Kwamouth. Trois personnes dont deux militaires sont mortes à la suite d’une attaque d’hommes armés dimanche 4 septembre, au village Mibe, territoire de Kwamouth (Maï-Ndombe). Cette attaque meurtrière serait vraisemblablement liée au conflit entre les Teke et le Yaka. Les militaires tués font partie de ceux dépêchés par le gouvernement pour rétablir la paix dans ce coin.

L’appui des USA au processus électoral passe de 10 à 13 millions USD. Ce fonds est destiné à appuyer le processus politiques transparents, crédibles et inclusifs en République démocratique du Congo. Les États-Unis continueront de travailler en partenariat avec le peuple congolais au moment où celui-ci se prépare à participer à des élections transparentes, crédibles et inclusives pour élire ses dirigeants nationaux, précise ce document.

Nord-Kivu : 6 prévenus accusés de viol, meurtre, enlèvement condamnés par le tribunal militaire de Goma. Six condamnations et un acquittement ont été prononcés lundi 5 septembre par le tribunal militaire garnison de Goma, dans le procès de sept prévenus accusés de viol, meurtre, enlèvement et participation à des mouvements insurrectionnels. C’est dans le groupement de Kamuronza, territoire de Masisi (Nord-Kivu).

Sud-Kivu : inauguration de la paroisse "Sacré Cœur de Jésus" de Kalole. L’Archevêque de Bukavu, Mgr François-Xavier Maroyi, invite ses fidèles locaux et ceux de la diaspora à s’unir comme un seul homme pour relever le défi socio-économico-spirituel dans leurs entités d’origine. Il s’est inspiré de l’exemple des ressortissants de Kalole, regroupés au sein de l’ASBL Communauté d’appui au développement de Nduba pour avoir construit une paroisse moderne sur fonds propre.

Kindu : le maire interdit le jeu de concours des boissons. Selon le maire intérimaire, il s’agit d’un homme père de 4 enfants qui est mort au quartier Tokolote, après avoir participé à ce concours des boissons où le meilleur pouvait boire un litre d’alcool en quelques minutes. Malheureusement pour lui, ça été un verre de trop qui l’a amené à la mort. D’après le maire, les enquêtes sont en cours.

Nord-Kivu : 2 morts et un policier grièvement blessé à Kitshanga lors d’une altercation avec des bandits. Il y a eu un échange de tirs entre des policiers en opération et des présumés bandits armés qui se cachaient dans une habitation dans la partie Est de la cité. Arrivés à quelques mètres de la maison, les bandits ont ouvert le feu, tirant ainsi sur les policiers. L’un d’eux a été touché par balle au niveau de la jambe gauche. Les Fardc, venus en renfort des policiers, ont tué deux desdits bandits armés. Le calme est revenu quelques temps après, indiquent ces sources.

Kwilu : 12 présumés Kuluna transférés au parquet de grande instance de Bandundu. D'après le gouverneur intérimaire du Kwilu, ces Kuluna qui insécurisent les paisibles citoyens de la ville de Bandundu ont été arrêtés, certains en pleine opération avec des armes blanches et d'autres après dénonciation de la population. Il indique que ces présumés bandits vont répondre de leurs actes devant les instances judiciaires. Il appelle le maire de Bandundu et la police de tout faire pour appréhender les autres bandits.

Butembo : 2 blessés dans une explosion d'une bombe artisanale. Le commandant urbain de la police nationale Congolaise, qui confirme l'infiltration des ADF dans la ville, appelle ainsi la population à la prudence et vigilance par rapport aux objets déposés : « il n'y a pas eu des morts. Mais deux victimes, dont le chef de poste de l'ANR, ont été transférées à l'hôpital. Je demande à la population d'être vigilante car cela prouve que nous sommes maintenant infiltrés par l'ennemi ADF. Nous devons donc être très prudents ».

Mercredi 7 septembre.

Pénurie du carburant : l'Etat appelé à rembourser 400 millions USD du manque à gagner aux sociétés pétrolières. Cette carence a, depuis trois jours, provoqué de longues files de véhicules dans les stations-services de la capitale. Le secteur de l'aviation n'est pas non plus épargné : beaucoup d'avions sont cloués au sol. Le conseiller technique Aval du ministère des Hydrocarbures, explique qu'il ne s'agit pas d'une pénurie, mais plutôt de la baisse drastique du volume de stocks physiques notamment dans le terminal SEP Congo. « Il suffit que le gouvernement rembourse aux sociétés pétrolières le manque à gagner dû au système de subvention estimé à environ 400 millions de dollars, supprime ce système et fixe le prix réel, pour que le problème soit résolu de manière efficace et durable », a expliqué le directeur général de la Société pétrolière Okapi distribution.

Kinshasa : 4 morts dans un accident de circulation à UPN, dans la commune de Ngaliema à Kinshasa. Quatre autres ont été grièvement blessés. Un camion a connu une panne de son système de freinage, il a cogné sur son passage les victimes, a indiqué le bourgmestre de la commune de Ngaliema. Le véhiculé impliqué dans l'accident a été brûlé par une foule en colère dont les proches des victimes.

Beni : plusieurs écoles détruites dans la chefferie de Watalinga à la suite de l'insécurité. Dans les contrées concernées, la rentrée scolaire n'a donc pas eu lieu. Afin de permettre aux enfants d'étudier durant cette année scolaire, plusieurs écoles de cette chefferie du territoire de Beni ont été délocalisées dans d'autres localités plus sécurisées de cette chefferie. Mais, il se pose notamment un problème de surpeuplement d'élèves. Une classe peut contenir plus de quatre-vingt élèves, affirme la société civile locale. Elle plaide pour que le gouvernement trouve une solution afin de permettre aux enfants d'étudier dans des bonnes conditions.

Insécurité à Tanganyika : le gouvernement provincial promet un nouveau charroi automobile à la police. Le ministre provincial de l'Intérieur du Tanganyika a indiqué « Madame la gouverneure m'a instruit et nous avons déjà commandé quelques véhicules Land Cruiser et quelques motos pour permettre que la police fasse son travail en bonne et due forme ». Le gouvernement provincial du Tanganyika indique par ailleurs avoir identifié les bandits qui écument cette province et serait en train de les traquer.

Kasaï-Central : les enseignants du secondaire boycottent la rentrée des classes jusqu'au 26 septembre. « Vu les conditions précaires dans lesquelles vivent les enseignants mécanisés et non payés du Kasaï-Central. Nous déclarons le boycott des cours à l'enseignement secondaire jusqu'au 26 septembre. Demandons à tous nos professeurs de se joindre à nous pour sécher les cours, en exigeant ce qui suit : paiement des enseignants mécanisés et non payés du secondaire dans un délai raisonnable pour permettre à l'enseignant congolais de bien travailler »,

Ces enseignants exigent aussi l'amélioration de leurs conditions de travail.

Bukavu : 4 morts après l'écroulement d'un mur à Ibanda. Quatre personnes sont mortes et une autre grièvement blessée, le 6 septembre, après l'écroulement d'un mur dans un chantier de construction à Bukavu (Sud-Kivu). « Les autorités ont envoyé une machine qui a travaillé toute la nuit. Elle a sorti les corps déjà inertes des décombres. Le chef du quartier Nyalukemba, plaide pour un renforcement du contrôle des normes de construction afin d'assurer la qualité des travaux et la sécurité du public.

Goma : plusieurs artères inondées par les eaux de pluie faute de canalisation. La pluie diluvienne qui s'est abattue, le 7 septembre, sur la ville de Goma (Nord-Kivu) a inondé toute la matinée plusieurs artères. Du coup, plusieurs axes routiers se retrouvent remplis de saletés charriées par les eaux. A certains endroits de la ville, les canaux d'assainissement sont constitués de collecteurs à ciel ouvert qui débordent, laissant les immondices dont des ordures ménagères et des déchets plastiques, charriés par les eaux, s'éparpiller dans des parcelles. Le

directeur provincial de l'Office de Voirie et Drainage, (OVD) a expliqué que la situation est connue des autorités. Un devis pour le réseau d'assainissement pluvial a déjà été élaboré et déposé au bureau du gouverneur du Nord-Kivu pour solliciter le décaissement des fonds destinés aux travaux de réfection.

Ituri : 3 bastions des ADF passés sous contrôle des Fardc à Mambasa. Les militaires ont délogé ces rebelles de plusieurs localités sur l'axe Luna-Samboko au Sud du territoire d'Irumu à la limite avec le territoire voisin de Mambasa. Selon les mêmes sources, l'armée a progressé encore dans la région de Hila pour chasser ces rebelles de la forêt où, ils planifiaient des attaques contre la population de cette contrée. Ces ADF et leurs alliés Maï-Maï en débandade ont pris la direction de Lisoma, après avoir traversé la rivière Ituri, Le déplacement massif des populations est observé, depuis le même lundi, dans cette zone des combats.

Conflit Teke-Yaka : plus de 500 déplacés de Kwamouth en détresse à Bandundu-ville. Certains de ces déplacés de Kwamouth sont logés dans des familles d'accueil, d'autres dans des églises, d'autres encore sont au port dans des conditions très précaires. Le ministre provincial des Affaires humanitaires du Kwilu, a invité les autres déplacés à se faire identifier pour recevoir l'assistance en vivres et non-vivres du gouvernement. Il a demandé à ses administrés d'assister ces populations venues de Kwamouth dépourvues de tout.

Sankuru : 4 quartiers de Bena Dibele bénéficient de l'éclairage public. Quatre quartiers de la cité portuaire de Bena Dibele, territoire de Kole (Sankuru) sont éclairés, depuis le 5 septembre, à partir d'un générateur et d'autres matériels électriques fournis par le député provincial Francis Ilunga. « Il y aura des contributions maison par maison et ceux qui ont des ampoules vont commencer à contribuer petit à petit ».

Nord-Ubangi : 3 blessés dans les accrochages entre Mbororo et autochtones à Maka. Tout a commencé lorsque les villageois ont pourchassé les vaches d'éleveurs Mbororo qui ravageaient leurs champs de riz et de manioc. Il s'en est suivi des affrontements entre les deux communautés. L'administrateur du territoire de Yakoma s'est dit par ailleurs surpris de la présence d'environ 160 éleveurs clandestins dans son entité.

Beni : la collaboration forces de sécurité-population recommandée pour lutter contre l'insécurité à Mangina. Les participants à une réunion consacrée à la gouvernance sécuritaire de la commune de Mangina ont recommandé : « A l'issue de cet échange, on s'est dit qu'à partir de maintenant la collaboration civilo-militaire doit revenir dans la commune de Mangina. Là où il a des problèmes, il y a toujours des solutions. C'est ainsi qu'aujourd'hui nous allons demander à la police de faire son travail ».

Nord-Kivu : arrivée à Mangina des déplacés qui fuient les attaques des ADF à Mambasa. Ces déplacés, survivants des attaques des rebelles ADF, sont hébergés dans des familles d'accueil. Ils s'ajoutent aux quatre cents et huit ménages d'autres déplacés arrivés en plein milieu du mois d'août. Pour le moment, aucune assistance humanitaire n'est envisagée pour ces personnes en détresse, rapportent des sources locales.

Lubero : 4 morts dans un écoulement d'une maison à Lukanga. Il s'agit du père de la famille, de sa femme et deux enfants. Ils sont morts ensevelis par le mur de leur propre maison. La forte pluie qui s'est abattue la nuit dans la zone, a occasionné l'éboulement d'une colline à quelques mètres de la maison.

RDC : Les médecins des hôpitaux publics durcissent leur mouvement de grève. Cette décision a été prise par le SYNAMED à l'issue d'une assemblée générale organisée à Kinshasa où l'opération a été lancée. Dr John Senga justifie cette grève par le non-respect par le gouvernement des engagements pris en aout 2021.

Nord-Kivu : la société civile de Walikale déplore la recrudescence de l'insécurité sur l'axe Mubi-Njingala. Le Bureau d'appui au développement du territoire de Walikale (BEDEWA), a déclaré que cette recrudescence de l'insécurité se caractérise par des pillages, des incursions nocturnes et assassinats et appelle les autorités à « prendre des mesures pour décourager ce réseau de criminels qui ont tendance à s'installer dans la région ».

La Haute Cour militaire rejette la requête en récusation du général de Brigade Baseleba, poursuivi pour tentative d'évasion des pensionnaires, de la prison militaire de Ndolo par une dissimulation d'armes qu'il aurait voulu livrer aux détenus, selon le ministère public. Le Prévenu a immédiatement formulé un pourvoi en cassation pour ce qu'il qualifie de violation par la Haute Cour des articles 35 et 320 du Code judiciaire militaire.

Kasaï-Oriental : lancement des travaux de labour de près de 500 hectares pour accroître la production agricole à Nkuadi. L'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA) a, depuis quelques jours, labouré plus de mille hectares pour l'entreprise Bio agro business (BAB), qui exploite sur le site agricole de Nkuadi. Le représentant de l'IITA a rassuré les paysans de leur accompagnement technique pour un rendement meilleur : « Nous allons labourer ces 500 hectares et remettre les semences, et aussi les fertilisants dont les engrais et l'urée

seront aussi distribués. On espère que les rendements seront meilleurs plus que l'année passée. Nous allons vous suivre durant toute l'année culturale pour s'assurer que les semences sont accompagnées de bonnes pratiques à savoir le sarclage, l'application des fertilisants ». Le maïs, le manioc et le soja seront produites sur le site agricole.

Ituri : les leaders du groupe armé URDPC/Codeco formés sur l'administration de la justice pénale militaire, le respect des accords et actes d'engagement qu'ils ont signé, les notions sur les droits de l'homme, les stratégies et plan opérationnel national du programme Démobilisation, désarmement, relèvement communautaire et stabilisation (DDRC-S). Plusieurs projets sont identifiés pour l'autonomisation des miliciens du groupe armé URDPC/Codeco en attendant le début effectif du programme de DDRC-S. C'est l'une des résolutions des échanges de deux jours entre certains leaders de cette milice et les membres de la communauté LORI sur la consolidation du processus de paix dans le territoire de Djugu.

Kananga : lancement de la campagne d'inscription des enfants à l'école pour augmenter le taux de scolarité. Cette campagne est menée avec l'appui de l'Unicef. Elle est lancée à la rentrée de classe sur l'ensemble de la RDC dans le but d'augmenter le taux d'inscription des enfants à l'école cette année et accorder les mêmes chances à tous, a indiqué le vice-gouverneur de province. « L'Unicef appuie le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique pour mettre en œuvre des stratégies susceptibles de réduire l'exclusion scolaire et rendre effective la gratuité du primaire dans les écoles publiques ».

Examen d'Etat 2022 : l'EPST publie les résultats de 9 provinces éducationnelles. Il s'agit des provinces éducationnelles suivantes : Kinshasa/Funa, Kongo-Central 3, Kwango 1, Mai-Ndombe 2, Nord-Ubangi 1, Tshuapa 2, Haut-Uélé 2, Lualaba 1 et Lomami sont déjà disponibles. La liste de meilleurs lauréats peut être consultée ici : https://twitter.com/MinisterEPST/status/1567606694468898819?ref_src=twsrc...

Jeudi 8 septembre.

Pénurie de carburant à Kinshasa : l'appel des élèves qui parcourent de longues distances à pied. Par manque de transport, beaucoup d'élèves parcourent de longues distances à pied pour arriver à l'école ou regagner leurs domiciles. Leur horaire est perturbé. Ils arrivent parfois en retard au cours et rentrent épuisés par les efforts supplémentaires déployés pour rejoindre leurs familles. Ils appellent les autorités à trouver urgemment une solution à ce problème pour éviter ces conséquences néfastes sur l'éducation. Les taximen qui se sont approvisionnés en carburant, de leur côté, ont doublé le prix de la course. **Kinshasa: le ministre des Hydrocarbures annonce certaines mesures pour gérer la pénurie de carburant.** Le gouvernement décide de mettre en circulation plus de bus de TRANSCO pour permettre à la population de se déplacer. Aux 160 bus Transco déjà opérationnels à Kinshasa, le gouvernement en rajoute 100 dès ce jeudi 8 septembre, pour tenter de contenir la crise de Transport. Dans le souci d'éviter la rupture totale de l'essence, en concertation avec les entreprises opérant dans le secteur pétrolier, le ministre des Hydrocarbures a décidé d'appliquer le plan de contingence. Selon lui, la ville de Kinshasa consomme quotidiennement 1100 m³. Cette quantité passe désormais à 660 m³/jour. Pour lui, rationaliser la consommation en carburant permet de faire face à la baisse des stocks et d'éviter la rupture.

Beni : 6 morts dans une incursion des ADF à Bulongo, la nuit du 7 septembre. Les forces armées de la RDC sont intervenues et ont pu chasser ces rebelles, indiquent les mêmes sources. Dans leur fuite ces rebelles ont amené avec eux, trois femmes et quatre enfants.

Conflit Teke-Yaka: le Conseil supérieur de l'autorité traditionnelle appelle à une résolution pacifique. Il exhorte notamment les activistes des droits de l'homme et le gouvernement à accompagner les autorités coutumières de Kwamouth dans la démarche d'une résolution pacifique de ce conflit interethnique. « Parce que, ce problème est communautaire. C'est aussi un problème foncier. Malheureusement récupéré par des politiques ».

Goma : ouverture de la conférence de rectification du budget 2022. Cette conférence convoquée par le gouverneur de province, vise à rectifier le budget 2022 consécutivement aux charges budgétaires non prévues pour cet exercice, mais aussi élaborer le budget 2023. Parmi ces dépenses supplémentaires, il y a notamment celles indues par la guerre de M23 et la restructuration de la direction générale des recettes du Nord-Kivu.

Pénurie de carburant à Kinshasa : la police met en garde les taximen qui haussent le prix des transports en commun. Le commissaire provincial de la police a décrié le comportement des taximen : « Ce qu'ils font là, c'est du vol. Tu augmentes le prix en le multipliant par 4 ou par 5 sur base de quoi ? Tu agis comme si l'Etat

n'existait pas ». Il a indiqué que des sanctions très sévères seront appliquées dès ce jeudi à tout taximan contrevenant. La ville de Kinshasa fait face à une pénurie de carburant dont principalement l'essence depuis lundi 5 septembre.

Tshopo : controverse sur la tenue des activités académiques à l'Université de Kisangani. Dans un communiqué, publié mardi, l'association des professeurs de l'Université de Kisangani (APUKIS), indique que cet arrêt de travail est consécutif au non-respect des engagements du gouvernement par rapport aux accords de Bibwa. Le même jour, une aile de l'APUKIS qui se réclame « être la seule légale et légitime » a également publié un communiqué contradictoire, rassurant l'opinion du déroulement normal des activités académiques dans cet établissement. Sur place au campus universitaire, les enseignements se donnent à deux vitesses. Les professeurs grévistes ne dispensent pas les cours, alors que ceux qui sont contre la grève travaillent normalement.

Butembo : le maire rappelle les mesures de prévention face aux engins explosifs et colis piégés. Ce message est consécutif à l'explosion au début de la semaine d'une bombe artisanale devant le bureau de la commune de Bulengera, faisant deux blessés. « Il est demandé aux responsables des églises, mosquées et autres assemblées chrétiennes, de ne permettre aucun sac d'être admis qu'après fouille systématique par des personnes commises à cette fin. Un contrôle rigoureux doit également être mené dans les fêtes de mariage, bistrot, casino, restaurants, hôtel voire deuil, devant les entrées des bureaux des services publics et privées comme des écoles, institutions. »

Lubumbashi : l'UNPC déplore les abus commis par des journalistes dans l'exercice de leur fonction. « Nous décrions le fait qu'aujourd'hui il y a certaines personnes qui se font passer pour des journalistes se retrouvent en train de monnayer l'information, en train d'harcéler, à faire du chantage auprès des tierces personnes oubliant la mission première d'un journaliste qui est de collecter une information de la traiter et de la diffuser. Le comité sectionnaire de l'UNPC travaille de commun accord avec la commission de discipline. Cette fois-ci, il faut sanctionner et nous allons le faire car trop, c'est trop. », a déclaré la présidente de l'UNPC.

Précop 27 : 2 millions d'euros mobilisés par l'UNESCO en faveur de la RDC pour le projet « Yangambi pôle d'excellence pour la biodiversité et le climat »

Deux millions d'euros ont été mobilisés par l'Unesco pour un nouveau projet dénommée « Yangambi pôle d'excellence pour la biodiversité et le climat », en faveur de la RDC. La conférence scientifique de la Précop 27 qui s'est tenue en préparation de la COP 27 prévue en novembre en Egypte, s'est clôturée par des recommandations. Parmi lesquelles : l'amélioration des conditions de vie des populations riveraines grâce au partage équitable des bénéfices, le renforcement de la sécurité dans toutes les aires protégées, la mobilisation des financements durables pour garantir l'appropriation communautaire du processus de foresterie. Concernant notamment les aires protégées, «l'urgence est d'améliorer la gouvernance notamment par la gestion participative et la mise en œuvre des plans de gestion», a estimé le professeur Marco Pereira du Brésil.

Les notaires plaident pour l'application effective de la loi de notariat. Le secrétaire général de l'Union nationale des notaires de la RDC, André Lobo Kwete, a déploré que, depuis sa promulgation en 2016, la loi sur le notariat souffre d'absence des mesures d'application.

Ituri : l'ONG CRDH dénonce l'enrôlement des enfants par des Maï-Maï associés aux ADF, dans les territoires d'Irumu et de Mambasa. Leur objectif, c'est d'accroître leurs effectifs en vue d'organiser des attaques contre la population avec leurs alliés ADF. L'administrateur du territoire de Mambasa indique que les services de sécurité sont déjà alertés sur le recrutement des jeunes par ces groupes armés dans son entité. Il ajoute que des dispositions sont déjà prises pour mettre fin à cette pratique.

Conflit Teke-Yaka : le député Sakata appelle le gouvernement à équiper les forces de l'ordre déployées à Kwamouth. A travers son appel, le député veut voir le gouvernement "stopper l'escalade des violences qui prend des proportions inquiétantes" dans ce coin du pays. « Au moment où je vous parle, il y a plus de mille personnes qui ont quitté les villages de Menko, Bisiala, Mbuse du territoire de Kwamouth. Ils ont traversé la rivière Kwango. Ils dorment à la belle étoile dans les villages de Fambondo, de Fasila et de Fatobo sans aucune assistance, ni du gouvernement central, ni du gouvernement provincial ». Il a demandé aux différentes communautés vivant sur le plateau de Bateke de privilégier la cohabitation pacifique pour ne pas davantage envenimer ce conflit.

Beni : le gouvernement appelé à délocaliser les déplacés de l'EP Mwangaza à Oicha. Plus de 20 salles de classes de l'EP. Mwangaza servent la journée aux écoliers et la nuit de dortoir aux déplacés venus de plusieurs entités du territoire de Beni, même ceux de Mambasa et Irumu, en Ituri. Les élèves se bousculent avec ces

déplacés chaque matin les obligeant de libérer leurs salles de classe. Une crainte pour les responsables de cette école qui demandent au gouvernement de délocaliser ces derniers dans un site approprié.

Maniema : 2 enfants retrouvés morts dans des étangs piscicoles à Pangji. Le premier enfant de trois ans disparu le 5 septembre a été retrouvé mort dans un étang piscicole sur l'avenue Brazza. Le second, âgé de deux ans, porté disparu mardi dernier, a été retrouvé également mort dans un étang piscicole sur l'avenue Hewa Bora, toujours à Kalima. Le bourgmestre a assuré que tous les services sont impliqués pour retrouver les auteurs de ces actes.

Djugu : 4 morts dans une attaque de la milice Codeco au site minier de Blanquette. Le bourgmestre de Mongwalu indique que trente autres personnes ont été blessées et des dizaines d'autres prises en otage. Le chef de Banyali Kilo, annonce que plus de 4 000 personnes des villages de Nzebi, Masisi, Mbalamuno, n'ont plus accès à leurs champs à cause de la présence de cette milice dans la région. L'armée n'a pas encore réagi, à ce sujet.

Beni : le chef de Bashu échange avec sa notabilité sur la gestion des terres. Ces pourparlers tournent autour de la gestion des terres, source de plusieurs conflits qui insécurisent cette contrée. L'autorité coutumière de Bashu affirme qu'il était également question d'encourager ses interlocuteurs à s'impliquer dans la pacification de cette entité, en proie à l'activisme des miliciens et rebelles ADF. La prochaine rencontre se tiendra vendredi à Bahyana.

Nord-Kivu : musellement des élus provinciaux, l'autorité provinciale interpellée. Le vice-président de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu, regrette que certains députés provinciaux soient interdits d'organiser des activités politiques, alors que d'autres les font. « Mais nous voyons les honorables députés nationaux se pavaner au Nord-Kivu, organiser des meetings, des matinées politiques sans que ces derniers soient inquiétés par les autorités de l'état de siège. C'est une situation lamentable que nous devons dénoncer publiquement. Il s'agit d'une discrimination, d'une injustice que nous ne savons cautionner ».

Beni : les jeunes de la commune de Bungulu appelés à dénoncer tout mouvement suspect. Le président des jeunes de la commune de Bungulu, a lancé cet appel au lendemain de la découverte de l'arme à feu et des articles de commerce dans une résidence de cette municipalité de Beni. Le propriétaire de ces effets, un présumé militaire déserteur a disparu dans la nature, indique la police nationale. Il a invité les jeunes à l'opération Chunguza Jirani qui consiste à surveiller les mouvements de toute personne.

Ebola à Beni : 21 jours, sans un nouveau cas. Le médecin chef de cette zone de santé a affirmé que le décompte continue jusqu'à totaliser quarante-deux jours pour déclarer la fin de cette épidémie. Il a indiqué que jusque-là, c'est l'unique premier cas, décédé à l'hôpital général de référence de Beni, qui a été notifié. Au moins 170 contacts avaient été également identifiés et suivis par les équipes de riposte.

Vendredi 9 septembre.

Carburant à Kinshasa : l'analyste Willy Kalengayi préconise la revisitation du système de subvention face à la crise. Le gouvernement a décidé, mercredi 8 septembre, de rationaliser la consommation de carburant pour contenir la montée du prix et assurer la disponibilité des produits malgré la baisse de stock. Mais pour Willy Kalengayi, cette décision du gouvernement ne va nullement donner la solution à cette pénurie. « Nous savons que quand il y a une décision de rationnement, il y a directement un ralentissement des activités économiques. Le carburant est un acteur principal de l'activité économique. Ça ne va pas résoudre le problème parce que les besoins sont énormes. Nous avons besoin de 1100 mètres cubes par jour ici à Kinshasa. Ce qui est disponible est de 660 donc il y a un gap énorme de 550 donc ça ne résoudra pas le problème. Nous avons un niveau de consommation imposé par le volume d'activités », a déclaré Willy Kalengayi. Il préconise plutôt que le système de subvention soit revisité. « Et la subvention augmente d'année en année. Nous sommes autour de 50% du prix à la pompe ». Il pense en outre qu'il faut augmenter l'offre pour pouvoir diminuer la subvention de l'Etat. **Pénurie de carburant Kinshasa : la distribution passe de 660 à 1300 m³ par jour**, dès ce vendredi 9 septembre. Cette décision a été prise ce même vendredi à la suite d'une réunion présidée par le ministre des Hydrocarbures, avec les sociétés de la logistique pétrolière (SEP et LEREXCOM) afin d'augmenter la distribution de l'essence. Il affirme que cette augmentation de la distribution fait suite à l'arrivée imminente (11 septembre) d'un autre bateau de la commande de 28 000 tonnes métriques d'essence achetées par le gouvernement. Les responsables des stations-service sont ainsi appelés à faciliter ce ravitaillement :

Goma : le centre pour handicapés physiques « Shirika la Umoja » accueille chaque jour 30 malades souffrant d'arthrose. L'arthrose est une dégénérescence du cartilage des articulations mobiles. Les symptômes

les plus courants de cette maladie sont des douleurs articulaires dans les mains, le cou, le bas du dos, les genoux ou les hanches. Les médicaments, la kinésithérapie, et parfois la chirurgie, peuvent aider à réduire les douleurs et à maintenir la mobilité articulaire. Au centre Shirika la Umoja de Goma, les personnes prises en charge pour l'arthrose sont, pour la plupart, en soins ambulatoires.

Signature de l'accord portant statut de la force régionale de l'EAC pour la paix en RDC. Ces experts et délégués de l'EAC sont réunis à Kinshasa du 7 au 9 septembre dans le cadre des travaux de la Commission économique de cette organisation. « Le déploiement de cette force se fera en exécution de la volonté politique exprimée par tous les Chefs d'État de la communauté, à savoir, de régler définitivement la question de la stabilité, de la sécurité et de la paix dans la région des Grands lacs au sein de la communauté », a déclaré le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères de la RDC Christophe Lutundula Apala.

Beni : une personne tuée et plusieurs maisons incendiées par les ADF sur la route Mbau-Kamango. Les rebelles ADF venus du secteur voisin de Ruwenzori, en passant par le parc des Virunga, ont opéré dans cette localité aux environs de 20 heures. L'armée est intervenue et les a repoussés, atteste la société civile.

Société civile de Ruwenzori: « l'attaque de Bulongo est une défaillance des services de sécurité ». « La nouvelle société civile du secteur Ruwenzori, condamne avec énergie ce que l'ennemi a fait au niveau de Bulongo. Nous ne comprenons pas comment l'ennemi peut s'attaquer à la population à 20h30 sans qu'interviennent les services de sécurité alors qu'ils sont présents dans la commune. ». La société civile demande aux autorités militaires de se pencher sur la question de la sécurité dans cette commune «devenue un couloir de la mort ».

Plusieurs habitants de Kwilu bloqués à Kinshasa à cause de la fermeture de la route à la suite de l'insécurité à Kwamouth, depuis le 31 aout. Cette situation a été déplorée, à Bandundu (Kwilu), le 8 septembre, par le mouvement citoyen "La communauté des jeunes leaders" (CJL) qui regrette particulièrement la situation des élèves qui étaient en vacances dans la capitale et ne savent plus rentrer dans leur province à la rentrée des classes. Dans une déclaration à la presse, cette organisation a appelé les autorités à mettre tout en œuvre pour faciliter le retour des élèves de Kwilu, bloqués à Kinshasa, afin qu'ils reprennent le chemin de l'école.

Ituri: 17 personnes prises en otage par la Codeco, au marché de Kpandroma dans le territoire de Djugu(Ituri). Parmi les otages, de nombreux marchands venus du territoire voisin de Mahagi. Certains sont venus vendre des produits manufacturés de première nécessité et d'autres des aliments. Ils ont été surpris dans la matinée par des tirs nourris des miliciens de la Codeco qui se sont introduits au marché. Les otages ont été par la suite acheminés dans les bastions de cette milice en pleine forêt vers le village de Lobu. Plusieurs commerçants, pendant la débandade ont perdu leurs biens qui ont été pillés par ces assaillants, expliquent les sources locales.

Goma : colère des passagers de la CAA, plusieurs fois débarqués. Cet acte de la compagnie se justifie par la perturbation des vols due à la carence du carburant. Le jeudi à Goma, les passagers de CAA débarqués pour la troisième fois consécutive ont pris d'assaut l'aéroport. Ce manque de vol cause des ennuis pour certains qui avaient des rendez-vous de service. D'autres encore évoquent des perturbations de tout genre : « Cela impacte sur le plan financier, au niveau des temps. Quand on débarque quelqu'un, il va dormir où. C'est perturbant. Que CAA mette de l'ordre dans sa façon de faire ».

Ituri : plusieurs villages de Mambasa occupés par des ADF et Maï-Maï. Les ADF et leurs alliés ont hissé leur drapeau de couleur rouge dans de nombreux villages tels que Krelinge, Majengo, Masongo, Botoka, Lisoma ou Wikale Nord. Dans toutes ces entités, la population a fui vers des lieux plus sécurisés appelle l'armée à plus d'efficacité pour neutraliser ces groupes armés à la conquête d'espaces. Plus de trente personnes ont été tuées, en l'espace d'un mois, par les ADF et les Maï-Maï dans la région de Babila Babombi.

Maniema : la rentrée des classes est effective à Kalima, a constaté le 7 septembre le directeur de la province éducationnelle (PROVED) Maniema 1. C'est après une mission d'itinérance qu'il a effectuée dans cette entité située à 101 km de Kindu, accompagné de certains membres du Syndicat des enseignants du Congo (SYECO)/Maniema et des membres de l'association des parents d'élèves. Selon le PROVED, cette mission est l'une des recommandations de dernières assises de Kinshasa où il a été recommandé aux autorités scolaires « d'aller beaucoup plus sur le terrain, plutôt que de rester dans leurs bureaux ».

Beni : l'écroulement du pont Malondo perturbe les activités des cultivateurs, commerçants et les cours pour les élèves. A la suite de l'écroulement de ce pont, les activités socio-économiques entre les centres commerciaux Visiki et Mambombo sont coupées. En outre, les élèves qui étudient à Ngazi, de l'autre côté de cette rivière, ont du mal à rejoindre leurs écoles. Les cultivateurs locaux sont obligés de mettre leurs vies en péril

pour traverser afin d'accéder à leurs champs. La société civile du groupement Baswagha-Madiwe demande aux autorités ainsi qu'aux notables de la région de venir en aide aux habitants de cette partie du territoire.

Kongo-Central : évasion de 10 détenus à la fin d'une audience au tribunal de grande instance de Matadi.

Le président du tribunal de grande instance de Matadi affirme que pendant que le petit véhicule escorte des prévenus faisait des tours de la prison au tribunal pour ramener les détenus, 12 des 13 prisonniers encore présents au tribunal, se sont évadés par la porte principale, en présence de 4 policiers armés et commis à la sécurité du tribunal de grande instance de Matadi. Ces derniers, selon lui, n'ont fourni aucun effort pour les arrêter. Deux parmi les évadés ont été rattrapés à proximité du tribunal alors que 10 autres sont introuvables. L'un des détenus qui ne s'est pas évadé, a été entendu par le procureur de la République près cette juridiction. Ce détenu a affirmé qu'un plan a été élaboré pendant que les policiers et les évadés prenaient du whisky ensemble. Ce dernier dit avoir voulu dénoncer ce qui se tramait, mais l'agent du tribunal à qui il a voulu le dire, ne l'a pas écouté, pensant qu'il l'approchait pour lui demander de l'argent.

Réfugiés congolais en Ouganda : la réponse humanitaire est mise à rude épreuve (HCR). Kisoro, dans le sud-ouest de l'Ouganda, a reçu la plupart de nouveaux arrivants en provenance de la RDC. Au centre de transit de Nyakabande, les réfugiés - en grande majorité des femmes et des enfants - sont confrontés à des conditions inférieures aux normes et à la promiscuité qui les exposent à des risques, notamment à la violence sexiste. Face à l'augmentation des besoins humanitaires pour 96.000 réfugiés qui ont fui vers l'Ouganda depuis le début de l'année, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés a besoin d'urgence de 68 millions USD. À la fin du mois d'août dernier, le HCR n'avait reçu que 38% de son besoin de financement pour 2022, soit 343 millions USD, pour répondre aux besoins des réfugiés en Ouganda. Face à ce déficit de fonds, le HCR note que les enfants, en particulier les filles, risquent fortement d'abandonner l'école. L'agence onusienne ne pourra pas payer les salaires des enseignants et les salles de classe déjà surchargées deviendront plus grandes.

Samedi 10 septembre.

Ituri : près de 100 morts recensés en un mois à la suite des violences, rapporte OCHA. Avec l'escalade de violences dans le territoire de Mambasa, au moins 83 personnes ont été tuées et plusieurs autres enlevées lors d'attaques des présumés ADF dans plusieurs villages. Des affrontements entre l'armée congolaise et un groupe armé ont fait au moins 14 morts parmi les civils, les 30 et 31 août dernier, dans la commune de Mongwalu. Au moins 19 000 personnes ont été déplacées en trois jours à la suite des combats entre l'armée et un groupe armé dans la province de l'Ituri, ont annoncé le 9 septembre les Nations Unies, relevant que plus de 120 000 personnes ont été affectées par la suspension des activités sanitaires à Mambasa en raison de l'insécurité. Plus de 150 écoles sont fermées depuis une année à la suite de l'insécurité. Face à cette insécurité grandissante, des structures sanitaires suspendent leurs activités. Les violences ont aussi restreint l'accès humanitaire sur place et affecte le trafic routier entre la province de l'Ituri et les provinces voisines du Nord-Kivu et de la Tshopo. Environ 4 000 personnes ont été contraintes de se déplacer lors des affrontements entre l'armée congolaise et un groupe armé, les 30 et 31 août, dans la commune de Mongwalu. Ils vivent dans des familles d'accueil et dans des centres collectifs.

Près de 3 millions de personnes sont dans le besoin en Ituri

Les agents du parc de Bukangalonzo réclament 15 mois d'arriérés de salaire. Ils ont organisé le 8 septembre un sit-in devant la Primature (Kinshasa) pour faire entendre leurs voix. Ces travailleurs ont sollicité l'implication du Premier ministre pour décanter cette situation et enquêter sur d'autres irrégularités constatées au sein de cet établissement public.

L'un des représentants de ces agents a expliqué que le parc agro-industriel de Bukangalonzo n'a pas produit cette année à cause de la mauvaise volonté de ses gestionnaires et ajoute que cette année le parc n'a fait que 3 hectares de manioc, ce qui est insignifiant pour un parc de 80 000 hectares arables. Contacté, le coordonnateur-adjoint du projet Bukangalonzo, indique qu'il s'agit plutôt de six mois d'arriérés de leur ancien contrat et non quinze et a précisé que ces agents ne travaillent plus depuis janvier dernier et n'ont plus de contrat. Située à 220 km à l'Est de Kinshasa, le parc de Bukanga Lonzo, situé à cheval sur les provinces du Kwango et du Kwilu, compte six villages, quatre fermes et une population avoisinant les 4 500 habitants. Il avait été créé en 2014 dans le cadre d'un partenariat public-privé entre le gouvernement et une société sud-africaine, Africom Commodities.

Tshopo : 15 décès dus à la méningite à Mangi en l'espace d'un mois. Selon le médecin chef de zone de santé de Banalia, une équipe est mobilisée pour faire le suivi des cas dans l'aire de santé de Mangi. Pour lui, le manque de vaccination est la cause principale de la recrudescence de cette maladie. Le médecin chef a souligné que cette situation intervient 8 mois après la déclaration, par le gouvernement congolais, de la fin de cette

épidémie dans cette entité, soit en décembre dernier. La méningite avait causé 205 décès sur 2602 malades enregistrés.

Kasaï-Central : Félix Tshisekedi attendu pour lancer les travaux de la route Kananga-Kalambambuji. L'entreprise Towa Investissement a été sélectionnée pour exécuter ces travaux. Kananga-Kalambambuji est une route d'espoir pour les Centre Kasaiens. Longue de plus de 200 km, cette route facilite les transactions commerciales entre la RDC et l'Angola, via les provinces de Lunda-Norte et du Kasaï-Central. Elle donne également accès à l'océan Atlantique par le port de Lobito.

Kinshasa : 1 USD se change à 2 100 FC au centre-ville. Le FC s'est déprécié, depuis une semaine, face au dollar. Cette situation est due à l'abondance des FC sur le marché. Cette dépréciation du FC entraîne la hausse des prix de biens de première nécessité tels que : le riz, la farine de maïs, l'huile végétale, le sucre, le savon ainsi que le carburant. Le taux officiel de la Banque centrale du Congo est de 2 030 FC pour 1 USD.

Développement de 145 territoires : début de certification de 70 écoles à construire au Maniema. L'architecte Sherif Okoko a assuré d'ici la rentrée scolaire 2023-2024, ces établissements scolaires seront construits. Il a également précisé que ces écoles vont dispenser les cours dans le cadre de la gratuité de l'enseignement de base. « On aura 10 écoles dans chaque territoire. Maniema compte 7 territoires, donc il y aura 70 écoles à construire. Il y aura aussi un bâtiment administratif et l'hôpital de référence à ma connaissance », a ajouté Sherif Okoko.

EPST : les enseignants de Kikwit divisés sur la grève de leur Intersyndicale. Ces enseignants protestent contre la non-réalisation par le gouvernement, de leurs revendications. Le Syndicat national des enseignants des écoles conventionnées catholiques (SYNECAT) et le Syndicat national de l'enseignement privé (SYNEP) ont décidé, le 9 septembre, de le boycotter. Le président provincial de l'Intersyndicale de l'EPST Kwilu2, a jugé cette grève inopportune car n'ayant pas reçu aucune approbation au niveau nationale.

Beni : des jeunes appellent à la vulgarisation des attributions des services publics. C'est ce qui ressort du dialogue démocratique organisé du 8 au 9 septembre entre les différentes couches de la population de Beni dans le cadre de renforcement de collaboration entre les administrés et les autorités. L'un des jeunes ayant pris part à ce dialogue, a estimé les jeunes de Beni se trompent souvent des cibles dans leurs revendications : « nous ne connaissons pas les attributions de chaque service public, parfois nous nous perdons des cibles. Et nous devons également comprendre que : dans des services publics il y a les protocoles à respecter. Malheureusement les questions que nous leur posons, elles nécessitent les réponses urgentes, c'est un peu ce qui ne marche pas ».

Le français devient l'une des langues officielles de l'EAC, à côté du swahili et de l'anglais. Cette annonce a été faite, le 9 septembre, lors de la cérémonie de clôture du Forum économique organisé à Kinshasa sur la vulgarisation de cette organisation sous régionale.

Haut-Katanga : le concours de recrutement de nouveaux magistrats fixé au 9 octobre prochain. Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) entend recruter 3 000 nouveaux magistrats dont 1500 seront pris la première année et 1500 autres l'année suivante. Les anciens candidats qui avaient réussi au concours organisé en 2009 et qui sont sur la liste de réserve se disent être surpris du fait que le CSM fait fi de leurs cas. L'un d'eux, estime que la priorité devrait leur être accordée avant d'organiser le recrutement de nouveau magistrats.

Christophe Mboso appelé à dénoncer les élus « impliqués » dans l'insécurité dans l'Est du pays. Le Collectif des mouvements citoyens dénommé « Justice pour tous » est d'avis que la dénonciation par le président de l'Assemblée nationale, des députés qui seraient impliqués dans l'insécurité à l'Est du pays, fera en sorte que le processus soit enclenché pour que ces élus répondent de leurs actes devant la justice. Le secrétaire de « Justice pour tous », s'indigne de la persistance de l'occupation de Bunagana par les rebelles du M23 et des tueries à répétition en Ituri. Il se dit obligé de faire pression sur les porteurs du pouvoir du peuple pour que la solution soit trouvée dans l'Est du pays. Dans une plénière à huis clos, tenue en juin dernier, Christophe Mboso avait menacé de présenter devant la justice les noms des élus qui seraient impliqués dans les conflits armés dans l'Est du pays.

17 morts lors d'une nouvelle attaque de la milice Codeco à Djugu et 306 maisons incendiées. Des miliciens de la Codeco, lourdement armés et venus en grand nombre, ont envahi vendredi vers 4 h du matin la localité de Mbidjo située à environ 20 km de Mongwalu. Les habitants ont été réveillés par des tirs nourris d'armes de ces hommes armés, qui ont occupé cette entité pendant presque toute la journée. De nombreux habitants ont fui vers des localités minières proches, notamment Plito et Nzebi, où il y a la présence des Fardc.

Guerre d'agression : l'Ouganda verse à la RDC la 1ère tranche des fonds des réparations. Kinshasa a annoncé le 9 septembre avoir reçu « plusieurs millions de dollars » de Kampala, en exécution de l'arrêt de la Cour internationale de justice (CIJ) l'ayant condamné à verser à la RDC des fonds au titre de réparations pour l'invasion de l'Est de la RDC, entre 1998-2003. La ministre de la Justice et Garde des Sceaux, a précisé que ce versement était intervenu le 1^{er} septembre. Il s'élève à 65 millions de dollars, au titre de première des cinq tranches annuelles, soit un total de 325 millions USD que l'Ouganda devra verser à la RDC. La RDC réclamait plus de 11 milliards de dollars à l'Ouganda. Mais, en février dernier, la Cour internationale de justice avait tranché, fixant à 325 millions de dollars le montant des dommages.

Nord-Kivu : l'ONG ADDH demande à l'armée de neutraliser les groupes armés sur la route Mbau-Kamango. Deux jours après l'attaque des ADF à Mamodioma au point kilométrique 25, sur la route Mbau-Kamango (Beni), les activistes locaux des droits de l'homme veulent également que des patrouilles de combats soient menées dans le parc des Virunga, devenue la cachette de ces terroristes. Cette attaque des ADF dans l'agglomération Mamodioma avait fait un mort, 25 maisons incendiées et d'autres dégâts matériels importants.

Kasaï-Central : Félix Tshisekedi lance les travaux de la route Kananga-Kalamba-Mbuji. Cette route, longue de plus de 200 km, est d'une grande importance économique pour le Kasaï-Central. Une fois réhabilitée, elle facilitera les transactions commerciales entre les provinces de Lunda Norte (Angola) et du Kasaï-Central (RDC). Elle donne également accès à l'océan Atlantique par le port de Lobito. Les travaux seront exécutés par l'entreprise TOWA Investisment pendant deux ans.

Dimanche 11 septembre.

La société civile doute de l'organisation des élections en 2023. Le Cadre de concertation de la société civile pour l'Observation des élections (CDCE) regrette le fait que, malgré la publication de la feuille de route, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) tarde à publier notamment le calendrier électoral. Il dénonce un déficit de vision commune des responsables de la centrale électorale, en rapport avec le lancement de l'avis d'appel d'offre internationale sur les prochaines opérations. Ce qui pourrait avoir un impact négatif sur tout le processus électoral. La même source note que la cartographie vient de se clôturer en dehors du délai et de façon non habituelle, au risque de compromettre la prochaine opération de révision du fichier électoral. Par ailleurs, le CDCE s'inquiète de l'alerte des experts des Nations unies et du PNUD en rapport avec les menaces qui pèsent sur l'organisation des élections dans le délai constitutionnel ainsi que les différents scénarios qu'ils dressent sur le processus électoral et le contexte politique en RDC. C'est pourquoi le CDCE attire l'attention de tous les acteurs sur l'insécurité dans le Mai-Ndombe et dans l'Est de la RDC, notamment avec l'occupation d'une partie du territoire national par le M23, et ailleurs, avec comme risque de priver plusieurs milliers de Congolais de leur droit de vote. Ce qui rendrait les prochaines élections partielles et non inclusives. **Des recommandations.** Le CDCE recommande au Président de la République « d'instruire, toutes affaires cessantes, les ministres du Budget et des Finances à mettre à la disposition de la CENI, les moyens financiers nécessaires pour la poursuite des opérations électorales ». A la CENI, de « publier le calendrier électoral et un chronogramme détaillé de toutes les opérations restantes ». Enfin aux organisations de la société civile, le CDCE recommande de « se mobiliser pour renforcer la veille citoyenne autour du processus électoral et de la tenue des élections crédibles, transparentes, inclusives et apaisées d'ici la fin de l'année 2023 ».

Mbuji-Mayi : difficultés pour s'approvisionner en maïs de Kanyama Kasese. Ce maïs est vendu depuis près de deux mois pour faire face à la carence de ce produit qui avait entraîné la hausse de son prix. Le sac de 50 kg est vendu à 42.500 FC (21 USD). Il est cependant difficile d'accéder à cette denrée compte tenu de l'engouement observé sur le seul lieu de vente. Cette situation a poussé certains à créer en face du lieu de vente, un marché parallèle où le même sac se négocie entre 55.000 et 60.000 FC (30 USD). Des nombreuses femmes arrivent autour de 5 h du matin pour occuper une place de choix pouvant leur permettre d'acheter un seul sac de 50 kg de maïs.

Masisi : l'école primaire Malehe de Sake, rénovée par la Monusco, remise officiellement aux bénéficiaires. C'est lors de la dernière éruption volcanique du Nyiragongo que l'idée de rénover l'E.P Malehe a commencé à germer à la Monusco/Goma. Certains fonctionnaires à la recherche de refuge ont cherché à améliorer les conditions minimales d'hébergement de ces écoliers comme des enseignants. La cheffe de bureau de la Monusco/Goma, a rappelé que l'éducation assurée dans de bonnes conditions constitue, pour chaque enfant, la possibilité pour sa famille de sortir du cycle infernal de la misère. Ces travaux d'un montant de 48.550 USD ont duré trois mois et ont connu la participation de 66 ouvriers locaux qualifiés dans les travaux de réhabilitation et reconstruction du complexe scolaire. Ils ont été exécutés par l'ONG locale Action des volontaires pour l'assistance aux vulnérables.

Maniema : le corps médical formé sur les directives de prise en charge de la tuberculose. « Cette Formation, qui sera organisée en deux sessions, consiste en la formation des formateurs pour les directives de prise en charge de la tuberculose du ministère de la Santé publique, hygiène et prévention à travers le Programme national de lutte contre la tuberculose. Ces directives vont porter sur l'orientation des malades, les diagnostics des malades aux services de laboratoire sur le plan clinique, la prise en charge des malades tuberculeux, c'est-à-dire le traitement des malades tuberculeux », a expliqué le docteur Ngongo Omeonga.

Attaque de Bulongo : l'armée recommande à la société civile de partager les informations avec les autorités militaires. La société civile de Bulongo cherche à comprendre les raisons de la recrudescence de l'insécurité dans cette région. Elle demande à l'armée de « mettre en place des mécanismes conséquents pour sécuriser la population ». L'armée qui affirme déjà se pencher sur cette situation, appelle la population à collaborer dans le cadre de renseignements. « Nous avons non seulement renforcé les effectifs à Bulongo et ses environs, mais aussi nous travaillons en collaboration avec les jeunes qui maîtrisent mieux le milieu et qui ont des renseignements de l'ennemi dans son ensemble. C'est pourquoi s'il y a une demande que je puisse faire : que les membres de la société civile qui ont des renseignements ou bien d'autres orientations puissent le faire auprès des autorités militaires qui sont en opération à Bulongo, au lieu de le faire sur les réseaux sociaux parce que c'est une question purement sécuritaire et tout ne peut pas être étalé sur la place publique ».

Bandundu : les déplacés de Kwamouth bénéficient de l'assistance humanitaire du gouvernement provincial du Kwilu. Cette assistance humanitaire est constituée de 10 sacs de manioc, 9 sacs de maïs, 20 sacs de riz de 25 kg, de 3 bidons de 25 l d'huile végétale, de 10 sacs de braise, 10 sacs de sel, d'1 ballot de vêtement et d'une enveloppe d'argent dont le montant n'a pas été communiqué. La zone de santé de Bandundu a également remis des moustiquaires imprégnées d'insecticides à ces déplacés pour les « protéger contre le paludisme ».

Ituri : 5 miliciens tués et d'autres capturés dans le territoire de Mambasa. Les Maï-Maï, associés aux ADF, ont lancé l'assaut la nuit du 9 septembre contre une position des Fardc à Teturi. Les Fardc les ont repoussés après quelques heures de combat. Deux Maï-Maï ont été tués et d'autres ont fui. Un autre groupe de ces miliciens a attaqué la même nuit la carrière minière de Paradis 1. L'intervention de l'armée a permis d'étouffer la menace. Trois miliciens ont été neutralisés et leurs armes récupérées. Quatre autres miliciens capturés.

Conflit Tekes-Yakas : plus de 4 000 déplacés enregistrés au Kwilu. Selon le directeur de cabinet du commissaire général aux actions humanitaires du Kwilu qui est chargé du suivi de cette situation, jusqu'au 9 septembre, plus de 4.349 déplacés sont accueillis au Kwilu : 1.349 dans la ville de Bandundu et plus de 3.000 dans plusieurs villages du territoire de Bagata et le long de la rivière Kwango. « Cette affaire nous concerne tous. Les déplacés ont besoin de nourriture, de soins de santé parce que ça peut créer des épidémies. Les églises, c'est le moment de faire voir l'amour du prochain. Donc, c'est toute la population qui peut assister ces déplacés ».

Nord-Kivu : 1293 ménages des déplacés sans assistance à Mangina. La société civile lance un SOS au gouvernement ainsi qu'aux humanitaires pour assister ces vulnérables. Selon la société civile de la commune de Mangina, c'est depuis le 9 août que des vagues des déplacés arrivent sur place à la suite de l'attaque de la localité de Byakato par les rebelles des ADF. Les uns se trouvent dans des familles d'accueil et les autres, dans le camp des déplacés de Mangodomu dans la cellule de Muchanga. Ces derniers vivent difficilement grâce aux petites collectes de la population locale. Kakule Vunyatsi redoute qu'avec la persistance de l'insécurité dans cette partie du territoire de Mambasa et de Beni, le nombre des ménages des déplacés peut même augmenter prochainement.

Matadi : hausse du prix de transport à la suite de la spéculation sur les prix de carburants. Les chauffeurs attribuent cette majoration à la rareté et flambée du prix de l'essence qui s'observe dans la ville portuaire. Le ministre provincial des Hydrocarbures, indique qu'il ne s'agit plutôt que d'une spéculation. A Matadi, il n'y a que la station-service de la Place Couvent qui est en service. Ici, le litre se vend à 2495 FC. Mais, selon les chauffeurs, l'achat ne serait-ce que d'un bidon de 5 litres.

Lundi 12 septembre.

Les miliciens CODECO et FPIC se rapprochent de Bunia. Une faction de la Codeco a installé son bastion à Ezekere à moins de 10 km de Bunia à partir duquel ils font des incursions dans certains villages. Les miliciens de la FPIC, eux, ont également progressé le même vendredi jusqu'à Lengabo à moins de 5 km de l'entrée de la

ville. Leur présence inquiète les habitants, dont certains ont fui à Bunia. Le commandant urbain de la police assure que la situation est sous contrôle, appelant la population locale à vaquer librement à ses occupations.

Sud-Kivu : disparition d'un avion parti de l'aéroport de Kavumu. Un avion de marque Antonov 28 qui a décollé le 10 septembre de l'aéroport de Kavumu aux alentours de 13h et devait effectuer 1 heure de vol jusqu'à Kasese dans le Maniema, n'a plus donné des nouvelles. L'avion n'est jamais arrivé à destination. L'avion transportait des marchandises et avait à son bord 3 membres d'équipage, le pilote, le co-pilote et le chef de soute.

Kasaï-Oriental : le député Ntumba Tshiabola appelle le gouvernement à pacifier le territoire de Katanda. « Nous demandons au gouvernement central principalement au Premier ministre et au ministre de l'Intérieur de s'impliquer dans la résolution de la question sécuritaire à Katanda de la même manière qu'il s'implique dans la résolution de la question sécuritaire dans l'Est de notre pays, dans le Kwamouth ». Il a demandé aux habitants de Katanda de tourner la page des conflits qui, selon lui, entravent le développement de cette partie du pays.

Kasaï-Central : le Premier ministre lance les travaux de construction de nouveaux bâtiments de l'Université de Kananga. Les travaux sont exécutés par l'entreprise SRP construction, une entreprise Russe. Sur ce site, seront construits des bâtiments administratifs, des auditoriums, 32 laboratoires ainsi que 3 homes qui serviront aux étudiants de l'Université de Kananga. Le Premier ministre était à Kananga depuis le 10 septembre, où il a assisté au lancement des travaux de modernisation de la route Kananga-Kalamba-Mbuji, longue de 230 km. Le Premier ministre s'est rendu, le même 11 septembre à l'Académie militaire de Kananga, à plus de 4 km du centre-ville. Il a encouragé « les futurs dirigeants des troupes, à poursuivre et parachever leur formation en vue de devenir de bons chefs des troupes et défendre valablement l'intégrité du territoire national ».

Lubumbashi : plainte des candidats magistrats ayant réussi au concours de 2009, mais toujours pas affectés. Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) annonce le recrutement de nouveaux magistrats le 9 octobre prochain et les candidats magistrats se préparent pour le test, entre temps les anciens candidats qui avaient réussi au concours organisé en 2009 et qui sont sur la liste de réserve crient au scandale. Ils disent « être surpris de n'avoir toujours pas jusqu'à ce jour des lieux d'affectation ». Selon eux, le Conseil supérieur de la magistrature ne s'occupe pas de leurs cas. Ils plaident pour que la loi portant statut des magistrats soit respectée en cette matière. Le leitmotiv de ces anciens candidats est l'article 2 de la loi portant statut des magistrats, qui stipule qu'« on ne peut pas organiser un test à la magistrature si la liste des réserves n'est pas épuisée ».

Recrutement des magistrats : les candidats de Bas-Uele veulent passer leur test à Kisangani. Cette épreuve nationale est fixée au 9 octobre prochain dans les chefs-lieux de 11 anciennes provinces de la RDC. Ils évoquent des difficultés liées notamment à leur déplacement vers la capitale. « C'est pour concourir à la représentativité provinciale d'une part, et réduire la distance qui sépare Kinshasa avec la province du Bas-Uélé, d'autre part », a déclaré l'un d'eux. Ils disent avoir expédié individuellement leurs dossiers à Kinshasa puisque "le Premier président de la Cour d'appel de Buta n'avait pas voulu s'en charger". Selon eux, ceci serait à la base de la non-retenue des candidats du Bas-Uele pour le site de Kisangani.

Ituri : 40 personnes tuées et 400 maisons incendiées lors d'une attaque de la Coeco au village de Mbidjo, dans le territoire de Djugu(Ituri). La plupart des victimes sont mortes calcinées dans des habitations et d'autres ont été tuées par balles. La même source indique qu'au moins, deux cents motos que les enseignants des différentes écoles primaires avaient reçues à crédit ont été également incendiées. L'armée déplore le degré de violences des miliciens réfractaires de ce groupe armé en violation de leur acte d'engagement.

Omar Kavota : « Les attaques des Mai-Mai contre les Fardc sont une épine dans les opérations de traque contre les ADF ». Le coordonnateur du Centre d'étude pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'homme (CEPADHO) demande ce 12 septembre aux différents groupes Mai-Mai dans la région de Beni et de l'Ituri, de ne pas s'attaquer aux Fardc qui combattent les rebelles ADF. Cette interpellation fait suite aux multiples attaques ces derniers jours, par ces combattants contre les différentes positions des Fardc dans les territoires de Beni au Nord-Kivu et de Mambasa en Ituri. Il encourage les responsables du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRC-S) dans les deux provinces en état de siège, à accélérer le processus de sa mise en œuvre.

Nord-Kivu : deux bus transportant des retournés congolais, détournés vers Bunagana. Ces personnes, évaluées à une centaine, étaient à bord de ces deux bus qui quittaient le camp des réfugiés de Nakivale en Ouganda à destination de Rutshuru. Selon un député provincial élu de ce territoire, ces compatriotes congolais devraient rejoindre d'autres centaines des retournés cantonnés depuis environ deux semaines sur le site de Rwsa, environ 4 km de la cité de Kiwanja, dans le territoire de Rutshuru. Mais les véhicules ont changé de

destination et se sont dirigés vers la cité de Bunagana, zone occupée par les rebelles du M23, où ces personnes ont été abandonnées, selon la même source. « Ces compatriotes ont été dupés par les autorités ougandaises ». Ces dernières leur ont confirmé que la cité de Bunagana est récupérée par l'armée et que les rebelles ont été chassés. Il plaide pour une action urgente du gouvernement pour libérer Bunagana, sous occupation des rebelles du M23 depuis trois mois.

Uvira : des coupeurs de route braquent un véhicule dans la plaine de Ruzizi et emportent argent et biens.

Selon des sources locales, les coupeurs de route n'ont tiré aucun coup de feu lorsqu'ils ont intercepté le véhicule au niveau du ravin de Rushima. Le braquage s'est produit à l'endroit même où est érigé un poste de garde des FARDC qui était vide. Après l'incident, les témoins affirment que le véhicule a poursuivi sa route avec tous les passagers à bord. Les habitants condamnent, par ailleurs, le fait que ce vol se soit produit très tôt le matin alors que les militaires n'étaient pas à ce poste stratégique de Rushima.

Bukavu : une femme condamnée pour kidnapping d'enfants.

L'affaire remonte au 9 septembre, lorsqu'une dame débarque dans une église de la paroisse catholique de Nguba où une mère de famille prie avec ses deux enfants avant de les conduire à l'école primaire du Collège Alfajiri. Après la prière, la mère se retire un instant pour se soulager. La kidnapeuse profite de ce moment pour récupérer le sac laissé à la garde des enfants par leur maman. Elle prend, un des deux enfants, une fillette de 8 ans, élève en 3^e année primaire au Collège Alfajiri. Une fois dehors, l'enfant crie au secours et le service de sécurité de l'école arrive à maîtriser la dame. Les autorités scolaires sont alertées et le procès en flagrance débute en début d'après-midi. Elle écope de 8 ans de prison.

Arrivée de Vital Kamerhe à Goma. Le président de l'Union pour la nation congolaise, entamait, par Goma, une tournée dans l'Est de la RDC pour un double objectif : « Remercier tous les Congolais de l'Est du pays pour leur soutien pendant les moments difficiles, mais aussi pour apporter sa contribution à la résolution de la crise sécuritaire que connaît l'Est de la RDC ».

La ville de Mbuji-Mayi est dans le noir depuis plus d'une semaine.

Le directeur général de l'entreprise Energie du Kasai (ENERKA), attribue ce blackout à la panne des machines au niveau de la centrale hydro électrique de Tshiala. Il assure avoir déployé des équipes mixtes des techniciens d'ENERKA et de la Société de Bakwanga (MIBA) pour réparer ces machines. Toutefois, il déplore les difficultés liées au manque de moyens financiers pouvant permettre à son entreprise de faire face à la défaillance des machines déjà vétustes.

Nord-Kivu : environ 100 décès maternels et infantiles notifiés au 1^{er} semestre 2022.

Le président de la Société congolaise de la pratique sage-femme au Nord Kivu, a expliqué que des complications dues aux hémorragies sont les principales causes de cette situation. A cette cause, s'ajoute l'insécurité et le manque d'accès facile aux structures de santé dans plusieurs coins du Nord-Kivu, a-t-il précisé. Le médecin chef de cette division a promis l'implication du gouvernement et ses partenaires en vue d'améliorer cette situation. Il a en outre invité les femmes enceintes au respect de la consultation prénatale.

Kinshasa : environ 1000 kits scolaires remis aux parents d'élèves de Kimbanseke.

Ce don est constitué entre autres, de sacs, des cahiers, des stylos, des lattes et plusieurs autres objets classiques. Les bénéficiaires de cette assistance ont salué ce geste de générosité. Pour le président de la Fondation Régis Landry Kasuama cette assistance constitue une des actions qui concrétise sa vision d'appuyer et d'encadrer la jeunesse. Il a également expliqué que son organisation a voulu juste aider les bénéficiaires à envoyer leurs enfants à l'école.

Un conflit de limite oppose les habitants de Wamba à ceux de Mambasa.

Une vive tension a été observée le 10 septembre à la limite entre le territoire de Wamba dans le Haut-Uele et celui de Mambasa, en Ituri, précisément dans la localité de Niana, où la population était descendue dans la rue. La manifestation était liée au remplacement de deux bornes marquant la limite entre les deux territoires. Ces bornes avaient été vandalisées par les habitants du territoire de Wamba, estimant que l'Institut géographique du Congo avait empiété leur territoire au profit de Mambasa.

Goma : environ 200 locataires initient un crédit habitat rotatif.

Regroupés dans une association dénommée "Synergie des locataires pour le développement du Congo" (SYLDICO), ces habitants ont remis trois parcelles évaluées à environ 2 500 USD chacune à trois de leurs membres. Le coordonnateur de cette association, explique que l'initiative vise à réduire la misère locative en comptant sur leurs moyens propres : "Pour nous, c'est un sentiment de satisfaction. En fait, nous faisons des contributions mensuelles. Nous prenons 50 personnes, nous les mettons ensemble. Chacune cotise selon ses capacités. Il y en a qui cotisent 216\$ par mois, 108\$ par mois, 54\$ par mois, 27\$ dollars par mois et 13.5\$ par mois. Nous les mettons ensemble et cela nous permet d'acheter des

parcelles ou payer des maisons d'une manière rotative". Il demande, par ailleurs, l'appui du gouvernement congolais pour mieux accomplir sa mission.

Rutshuru : la société civile alerte les autorités sur la dégradation de l'environnement sécuritaire des déplacés. En plus des conditions difficiles, caractérisées par la promiscuité, le manque criant de nourriture et de médicaments, ces familles sans abris sont actuellement exposés aux intempéries en cette période pluvieuse. Par manque de nourriture, ces personnes se livrent au "vol des récoltes" dans les champs des autochtones. Leur vulnérabilité est surtout accentuée par le manque de soins médicaux, précise ce responsable.

Butembo : plus de 600 jeunes désœuvrés formés en divers métiers par l'ONG NRC entre 3 ans. La formation consistait, d'après l'ONG Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC), à faire en sorte que ces jeunes formés deviennent des membres actifs et engagés dans leur communauté et reçoivent un soutien pour choisir leur transition vers des moyens de subsistance. Elle avait également été organisée afin de promouvoir l'entrepreneuriat en luttant contre le chômage dans la communauté. Ce projet, exécuté dans trois villes (Butembo au Nord-Kivu, Uvira au Sud-Kivu et Kananga au Kasai-Central), avait ciblé mille huit cents jeunes, dont l'âge varie entre 15 et 24 ans. Pendant trois ans, les participants ont été formés en coupe et couture, pâtisserie, élevage des bétails, hôtellerie et restauration, menuiserie, mécanique automobile, informatique, coiffure...

Tshopo : les ONG saluent le versement de 65 millions USD par l'Ouganda à la RDC. Les organisations de défense des droits de l'homme ont salué lundi 12 septembre le geste de l'Ouganda de verser à la RDC, la première tranche de l'indemnisation qui avait été fixée par la Cour internationale de justice pour les préjudices infligés au peuple congolais pendant son occupation dans une partie de l'est de la RDC. Cependant, elles émettent le souhait d'une gestion collégiale et transparente de ces fonds afin d'assurer des réparations aussi bien individuelles que collectives.

Kasai-Central : l'ONG SCED plaide pour le suivi de différents chantiers ouverts par Félix Tshisekedi. D'après le directeur de la Société congolaise pour l'Etat de droit (SCED) "il ne faudrait pas que la population vive la même expérience avec certaines entreprises recrutées et qui ont abandonné les chantiers sans aucune explication. Il faut que ces travaux arrivent jusqu'au bout. Aussi, il faut que les agences d'exécution recrutées soient sérieuses. Donc, nous insistons sur le sérieux et sur le fait qu'un fonctionnaire dirigeant soit nommé pour surveiller le chronogramme et la qualité des travaux ».

Mardi 13 septembre.

Mbuji-Mayi : Sama Lukonde promet de s'investir pour résoudre les problèmes sociaux. Les préoccupations des habitants de Mbuji-Mayi ont pour la plupart tourné sur le manque d'eau et d'énergie électrique dans la ville, sans oublier la relance de la Société minière de Bakwanga (MIBA) ainsi que la réhabilitation des routes. Sama Lukonde a aussi indiqué qu'il était venu pour étudier, ensemble avec les gouvernements provinciaux du Kasai-Oriental et de la Lomami, comment débiter le projet de développement de 145 territoires : « Nous devons penser aussi aux territoires. Le programme de 145 territoires concerne la construction des écoles, des centres de santé, des bâtiments administratifs, d'eau et d'énergie électriques ». Le gouvernement s'investit par ailleurs pour la relance de la MIBA. Auparavant, Sama Lukonde a rappelé la mission confiée à son gouvernement par le Président de la République : « celle du rétablissement de la sécurité. Nous voulons que la paix règne partout ».

Beni : lancement de la campagne sur la « masculinité positive ». Cette campagne a pour objectif « d'éveiller la conscience des hommes pour travailler avec les femmes et les accompagner dans toutes leurs activités afin d'arriver aux solutions durables à tous les maux qui rongent la société », a expliqué la cheffe du bureau Genre, Famille et Enfant dans la ville de Beni. Cette campagne sur la masculinité positive veut aussi encourager le dialogue entre l'homme et la femme au sein des communautés.

Sud-Kivu : les chefs coutumiers promettent d'accompagner la mise en œuvre du DDRC-S. Ils tiendront des réunions tous les 6 mois avec la Monusco pour évaluer la mise en œuvre du plan d'action du DDRC-S. Ces chefs coutumiers affirment aussi compter sur l'accompagnement du gouvernement provincial et de la Monusco pour promouvoir la paix dans leurs entités. Ce sont quelques engagements et acquis de l'atelier de deux jours qui s'est clôturé dimanche 11 septembre à Bukavu. Il s'agissait d'un atelier de réflexion sur les rôles et responsabilités des chefs coutumiers dans la promotion de la paix, la sécurité et le développement au Sud-Kivu.

Nord-Kivu : plus de 8 000 Congolais retournés de l'Ouganda vivent dans des conditions déplorables à Rutshuru, dans le site de Rwaswa, environ 4 km à l'est de la cité de Kiwanja. Le chef de groupement de Jomba,

alerte, qu'au regard de leur nombre, ce site n'arrive pas à les contenir étant donné qu'il accueille chaque jour de nouveaux arrivants. « Nous déplorons la vie dans le site des déplacés, parce qu'il n'y a pas de centre de santé, il n'y a pas de kit mobile. Raison pour laquelle, nous lançons un cri d'alarme au MSF/Rutshuru afin de nous aider à mettre un kit mobile dans le site de Rwsa, parce qu'il y a des femmes qui vont bientôt accoucher, des enfants qui tombent malade. Il y a ceux qui manquent des médicaments et certains meurent faute de prise en charge ». C'est depuis deux semaines que ces retournés congolais arrivent par vagues successives en provenance de l'Ouganda, où ils ont été chassés par les forces de sécurité ougandaises. « En Ouganda, on est en train de chasser toujours les réfugiés qui ont loué des maisons. On jette leurs objets dehors jusqu'à présent ».

Affaire Ntaganda : la Chambre d'appel de la CPI ordonne une nouvelle ordonnance de réparation. « Le juge président a lu un résumé de l'arrêt en audience publique. Il a indiqué que la Chambre d'appel avait relevé plusieurs erreurs dans la décision rendue par la Chambre de première instance, à savoir : la Chambre de première instance n'a tiré aucune conclusion utile en ce qui concerne le nombre de victimes pouvant bénéficier de réparations ou méritant de telles réparations, et n'a pas fourni de calcul approprié ni énoncé de raisonnement suffisant pour justifier l'indemnisation mise à la charge de Bosco Ntaganda (30 millions USD) », indique la CPI. La chambre de première instance a rendu sa décision sans avoir évalué les demandes en réparation des victimes ni s'être prononcée à leur égard. Elle n'a pas explicité les fondements juridiques du concept de préjudice transgénérationnel ni exposé les éléments de preuve l'ayant conduite à conclure à l'existence d'un tel préjudice, ajoute le CPI. La Chambre d'appel a ordonné à la Chambre de première instance de rendre une nouvelle ordonnance de réparation en tenant compte de son arrêt. Le 8 juillet 2019, la Chambre de première instance VI de la CPI a déclaré M. Bosco Ntaganda coupable, au-delà de tout doute raisonnable, de 18 chefs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis dans la province d'Ituri, en RDC, en 2002 et 2003. Le 7 novembre 2019, M. Ntaganda a été condamné à une peine totale de 30 ans d'emprisonnement. Le 30 mars 2021, la Chambre d'appel de la CPI a confirmé la déclaration de culpabilité et la peine en l'espèce. Ces deux décisions sont à présent définitives. Bosco Ntaganda restera au quartier pénitentiaire de la CPI à La Haye (Pays-Bas) jusqu'à ce que la Présidence de la CPI décide dans quel pays il purgera sa peine. Le 8 mars 2021, la Chambre de première instance VI a rendu l'ordonnance de réparation à l'encontre de Bosco Ntaganda, dont la mise en œuvre a été confiée au Fonds au profit des victimes. Elle a ordonné au Fonds de concevoir, en consultation avec les victimes, un plan de mise en œuvre sur la base des modalités de réparation définies et de le soumettre à la Chambre.

Vital Kamerhe sur l'insécurité à l'Est: « Cette guerre, nous allons la gagner ». Le Président national de l'Union pour la nation congolaise (UNC), en séjour à Goma (Nord-Kivu) a invité les congolais de l'Est à s'unir davantage pour éradiquer l'insécurité causée par les groupes armés. « Par le passé, nous avons rencontré des défis plus grands que ça, et nous les avons vaincus. Cette fois-ci encore, nous allons gagner, croyez-moi ». S'agissant du sentiment anti-Monusco, il appelle les congolais de l'Est à la retenue. Le gouvernement devant s'occuper du reste.

Félix Tshisekedi reçoit Amos Hochstein, émissaire du Président américain. Amos Hochstein, qui était porteur d'un message du Président américain, Joe Biden à son homologue congolais, a échangé avec le Chef de l'État sur la coopération dans les domaines des investissements et de sécurité, en vue d'attirer beaucoup plus d'investisseurs américains en RDC, pour le bénéfice de la population congolaise. Il a ajouté que, les Etats-Unis félicitent le Président Tshisekedi pour « les avancées faites dans le domaine de la liberté d'expression et les droits des travailleurs pour un bon salaire ».

Sud-Kivu : pas de nouvelles de l'avion disparu depuis samedi. «On n'a pas des précisions jusqu'en ce moment sur la cause du crash de cet aéronef mais on parle de surchargement. Lorsqu'on retrouvera la boîte noire c'est en ce moment-là que l'on saura la cause de cet incident malheureux » affirme le ministre provincial des Transports.

Beni : 3 000 déplacés internes de Mambasa identifiés. La protection civile de Beni a déclaré ce 13 septembre qu'elle poursuit l'enregistrement de ces déplacés, entamé depuis la semaine dernière. D'après son coordonnateur, ils arrivent par vague, fuyant les dernières attaques des ADF et des Mai-Mai dans plusieurs localités de la chefferie de Babila Babombi. Après l'identification de ces déplacés, la protection civile de Beni espère trouver les moyens pour les assister grâce aux partenaires humanitaires.

Beni : un civil tué et un véhicule brûlé par des présumés ADF sur la route Mbau-Kamango, après avoir pillé tous les marchandises qu'il contenait, a rapporté la société civile locale. Ce véhicule provenait de Kamango pour se rendre à Beni. Ce 13 septembre, un calme précaire règne sur le lieu de l'attaque après l'intervention des FARDC.

Kalemie : une vingtaine de conducteurs des motos dépouillés sur la route Kabimba, par des bandits armés, lundi 12 septembre. Les malfrats au nombre de huit portaient des cagoules et avaient quelques armes à feu ainsi que des armes blanches. Après avoir commis leur forfait, ils ont relâché les victimes. Les usagers de la route Kalemie-Kabimba déplorent ces cas de banditisme, malgré la présence d'une position des Fardc sur cet axe.

Kinshasa : 10 ans après son adhésion à l'OHADA, la RDC a connu quelques évolutions. Dix ans après son adhésion à l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du Droit des affaires (OHADA), le bénéficiaire majeur qu'en a tiré la RDC est l'amélioration du climat des affaires, a affirmé le bâtonnier Jean Claude Mbaki. En marge de la célébration prochaine de la journée commémorative de l'entrée en vigueur du traité et des actes uniformes en RDC en 2012, il était question d'évaluer l'adhésion de la RDC à l'OHADA et faire des projections sur les perspectives. Selon lui Jean Claude Mbaki, « avant l'adhésion de la RDC aux droits OHADA, pour créer une société par action, il fallait au moins sept actionnaires. En plus, il fallait obtenir l'autorisation du Président de la République. Aujourd'hui, c'est rapide ». Il a ajouté que la RDC s'est notamment distinguée à l'OHADA sur le plan organisation et formation. En prélude à la commémoration en décembre prochain de l'adhésion de la RDC à l'OHADA, le barreau de Kinshasa-Gombe en collaboration avec la commission nationale OHADA, organisera un colloque international à Kinshasa du 15 au 16 septembre. « Le droit à OHADA a une particularité c'est que, c'est un droit très dynamique. Vous avez un acte uniforme aujourd'hui, vous revenez après six mois, on vous dit qu'il y a déjà une évolution. L'avocat pour être compétitif, il doit se mettre à jour. Ce qui justifie pour nous, la tenue de ce colloque, surtout que ça sera dix ans », a expliqué le bâtonnier Jean Claude Mbaki.

Conflit Teke-Yaka : la société civile du Kwango enregistre plus de 280 enfants non accompagnés. Ces enfants fuient le conflit interethnique qui oppose les peuples Teke aux peuples Yaka au territoire de Kwamouth dans la province du Mai-Ndombe. Selon le président de cette structure, ces enfants sont dépourvus de tout. Il plaide pour une attention particulière du gouvernement congolais sur ces enfants afin de les assister, les sécuriser et les aider à retrouver leurs parents. Il ajoute que depuis le 20 août à ce jour, sa structure a recensé au total 18 084 déplacés de Kwamouth reçus dans la province du Kwango. Ceux-ci sont sortis par le village Mongata, frontière entre Kinshasa et Kwango. **Conflit Teke-Yaka : plus de 30 morts dans un nouvel affrontement au village Fadiaka**, situé à plus de 150 km de Kwamouth (Mai-Ndombe). 31 personnes dont les enfants et les femmes, ont été tuées, y compris le chef du village qui a été décapité. Plusieurs maisons sont parties en fumée et les habitants, en débandade, se dirigent vers les contrées voisines. Certains suspects ont été arrêtés, parmi lesquels des hommes en uniforme.

Kwilu : l'épidémie de Monkey pox fait 3 morts dans la zone de santé de Lusanga. Parmi ces trois décès, un seul cas a été confirmé par l'INRB après les analyses. Les deux autres personnes n'ont pas consulté une formation médicale et sont mortes dans la communauté, après avoir présenté les mêmes signes cliniques.

Adolphe Muzito amorce une tournée pour restaurer la paix dans le territoire de Kwamouth. L'ancien Premier ministre et initiateur du parti politique Nouvel élan, a quitté Kinshasa pour Kwamouth où sévit un conflit sanglant entre les communautés Teke et Yaka. Adolphe Muzito consulte dans chaque village, dans le but d'aider à trouver une solution durable à cette crise ainsi que la restauration de la paix entre ces communautés, ajoute la même source. Il a visité tour à tour, le chef de Bateke à Mbakana, les déplacés situés à Mongata et les déplacés positionnés à Fumunkento. Ce mardi, il va poursuivre son périple pour atteindre Mashambio et Kwamouth.

L'armée lance la traque des militaires en divagation à Kinshasa. Le bataillon des Prévotés militaires (PM) a lancé le 12 septembre à Kinshasa l'opération « Kin sans militaire en divagation. » Au premier jour, tous les militaires appréhendés en divagation ont été acheminés à l'état-major bataillon PM pour y être identifiés.

Kasai-Oriental : le CSAC suspend 3 médias pour manque des documents. Les médias suspendus sont la Radio Lusema et Radiotélévision communautaire de Ngandajika (RTCN) ainsi que de FONADAM de Boya dans le territoire de Miabi. « Nous nous sommes vus dans l'obligation de prendre provisoirement la mesure de suspension d'émettre par ces trois radios aux fins de permettre aux responsables de se mettre en règle, tout simplement avec des dossiers physiques de leurs médias : ce sont les autorisations d'exploitation, les cahiers des charges et les autres documents y relatifs ».

Maniema : l'UDPS/Tshisekedi exige le départ "sans délai" du premier président de la cour d'appel. Ils l'ont fait savoir le 12 septembre après un sit-in précédé d'une marche en colère dans les rues de Kindu. "Il est reproché à ces animateurs de la justice d'encourager la hausse du taux de criminalité dans la ville de Kindu".

Pénurie de carburant : la situation s'améliore dans certaines parties de Kinshasa. La pénurie de carburants rentre dans sa deuxième semaine dans la ville de Kinshasa. Dans la partie Ouest, la situation commence à se normaliser petit à petit dans les stations-services. Le prix du transport est redevenu presque à la normale.

Uvira : reddition volontaire de 6 combattants Mai-Mai à Luvungi. Ces ex-combattants Mai-Mai Buhirwa opéraient entre la plaine de la Ruzizi et les moyens plateaux des groupements Kigoma et Lemera, dans le territoire d'Uvira. Ils rejoignent Ndumwe Kahiri Noir, un autre haut responsable de ce groupe Buhirwa qui s'était rendu, il y a de cela trois semaines à la section DDRRR de la Monusco à Uvira.

Les acteurs humanitaires évaluent les besoins du Nord-Kivu. L'analyse de la situation humanitaire dans les zones affectées par des conflits armés, l'évaluation des besoins humanitaires, l'élaboration de stratégies ainsi que les réponses humanitaires adéquates à y apporter sont, entre autres, les points essentiels qui réunissent depuis ce mardi 13 septembre à Goma les acteurs humanitaires étatiques, nationaux, internationaux ainsi les agences du système des Nations unies qui œuvrent dans la province du Nord-Kivu. « Il y a trois millions de personnes qui sont déplacées dans la province. Il y a des besoins en vivres, besoin d'appuyer la santé, il y a des besoins en eau. »

COVID-19 à Bandundu : 113 détenus de la prison centrale du cinquantenaire vaccinés, sur les 260 qui étaient dans la prison. Le médecin coordonnateur du PEV a affirmé poursuivre l'opération cette semaine.

La ville de Kinshasa annonce un contrôle de cartes de résidence pour étrangers. L'hôtel de ville invite tous les étrangers non encore en règle à se présenter à la Commission provinciale de supervision de la délivrance de la carte de résidence pour étrangers située au numéro 76 de l'Avenue de la Justice, pour se mettre en règle.

Butembo : saisie des munitions de guerre parmi les détenus de la prison de Kakwangura. Dix-sept téléphones portables, cinq talkies-walkies, et certaines munitions de guerre ainsi qu'une bonne quantité de chanvre ont été saisis mardi 13 septembre des mains des détenus de la prison centrale de Kakwangura, dans la ville de Butembo (Nord-Kivu). A cet effet, le commissaire supérieur principal, commandant urbain de la Police nationale congolaise à Butembo, invite la population locale à collaborer avec les services de sécurité au regard de cette menace qui pèse sur la ville depuis l'évasion en août dernier de plus de huit cents détenus de cette prison.

L'ONG JUVIC salue la projection du film "L'Empire du silence" de Thierry Michel. L'organisation locale Justice pour les victimes du Congo (JUVIC) salue le travail abattu par le réalisateur et cinéaste belge, Thierry Michel, dans son film "Empire du Silence" en cours de projection dans certaines provinces de la RDC. Selon cette organisation, "ce film tombe à point nommé et permettra d'appuyer les efforts nationaux dans la lutte contre l'impunité en RDC". JUVIC déclare s'investir dès à présent pour accompagner ce combat, afin que les vrais auteurs des crimes odieux et crapuleux répondent de leurs actes et demande au gouvernement de se servir de ce film pour accélérer la mise en œuvre des mécanismes de justice transitionnelle. Le film "Empire du silence" a été projeté devant diverses couches de la population à Bukavu et à Goma, la semaine dernière puis à Kisangani.

Mercredi 14 septembre.

Beni : la radio Evangélique Butembo-Oicha cambriolée par des hommes armés la nuit du 12 au 13 septembre.

Ces locaux sont situés dans la commune rurale d'Oicha, dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Ces bandits ont emporté trois ordinateurs. , rapporte le directeur de cette radio Caleb Wanzire.

Lubumbashi : l'association socioculturelle de Bena-Lubembe dénonce l'arrestation et le mauvais traitement du chef coutumier du village Mopala sur ordre du ministre provincial de l'intérieur. "Le Chef Shadrack Kisenga Makoleka a été torturé, son chasse mouche et son sceptre ont été brûlés. Certains instruments du pouvoir ancestral ont été désacralisés à cette occasion". Il a, par la suite, été amené au cachot du ministère provincial de l'intérieur à Lubumbashi. L'acte posé constitue un sacrilège et une profanation des traditions ainsi que des us et coutumes des peuples autochtones du territoire de Sakania, poursuit la correspondance au vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. Le ministre provincial de l'intérieur, Eric Muta Ndala reconnaît avoir ordonné l'arrestation de ce chef pour des raisons de sécurité et d'ordre public car il n'a jamais été élu et intronisé comme tel. Il ajoute que, c'est en toute illégalité que ce chef a régné pendant 11 ans. "Il était temps de mettre fin à ce désordre pour permettre le développement de ce groupement".

Kasai-Oriental : le barrage hydro électrique de Tshiala en arrêt depuis deux semaines. Le Kasai-Oriental ne compte que ce seul barrage hydro électrique, construit à Tshiala sur la rivière Lubilanji dans le territoire de

Katanda. Cette centrale est gérée par l'entreprise Energie du Kasai (Enerka), une filiale de la Société minière de Bakwanga (MIBA). C'est depuis 1933, qu'elle a été mise en service. Cette centrale avait été créée par la MIBA, dans le but de fournir de l'énergie électrique pour la production du diamant au polygone minier. Il y a plus de 20 ans, la puissance installée d'hydroélectricité de la centrale de Tshiala s'élevait à 18 mégawatts. Il y a quelques mois cette centrale ne produisait que 3,2 mégawatts. Cependant le polygone à lui seul a besoin de 2,5 mégawatts pour fonctionner. A sa construction, la centrale hydroélectrique avait douze turbines installées. A ce jour, seules deux turbines fonctionnaient encore jusqu'il y a deux semaines. Elles sont hors service à la suite de pannes à répétition étant donné que certaines machines de l'époque coloniale continuaient à être utilisées.

Appel aux travailleurs étrangers à acquérir des cartes biométriques de travail. Le ministère de l'Emploi, travail et prévoyance sociale délivre, depuis le mois de mars de cette année, la carte biométrique de travail étrangers. Il demande ainsi aux travailleurs étrangers exerçant sur le sol congolais de « passer se mettre en ordre ». « Le requérant doit déposer son dossier au secrétariat technique de la commission nationale de l'emploi des étrangers (CNEE) s'il est à Kinshasa, moyennant 280 USD ; 150 sont à payer directement à la CNEE et 130 à l'entreprise SYCAMORE qui est l'imprimeur attitrée.

Lieutenant général Constant Ndima : « Nous devons coûte que coûte récupérer la situation à Bunagana ». Le gouverneur du Nord-Kivu, a souligné que les Fardc s'organisent pour récupérer la cité Bunagana. Il déplore néanmoins la situation humanitaire des déplacés internes ainsi que celle des réfugiés refoulés depuis une semaine par l'Ouganda et qui vivent dans des conditions difficiles à Rusthuru. Depuis trois mois, la cité de Bunagana et plusieurs localités des groupements Jomba, Risigari et Bweza dans le territoire de Rutshuru, sont contrôlées par la rébellion du M23 et ses alliés. Ce mouvement rebelle a installé une administration parallèle, fait payer des taxes mensuelles aux habitants qui sont contraints de regagner leurs milieux. Le même mouvement rebelle est accusé de commettre des exactions sur des populations civiles. Mécontents de cette situation, plusieurs acteurs de la société civile, mais aussi des politiques locaux exercent une pression sur les autorités militaires afin de récupérer cette cité d'importance économique capitale.

Mbuji-Mayi : Sama Lukonde demande à la population de « dénoncer les cas de vol des matériaux de chantiers en cours ». Le Premier ministre a visité, le 13 septembre, la centrale hydroélectrique de Tshiala, le projet ferroutage de la SNCC à Tshitenge, les écoles en construction avec le financement du Fonds de promotion de l'industrie (FPI), l'Université officielle de Mbuji-Mayi et le polygone minier de la MIBA. Au cours de son meeting il a sensibilisé la population à veiller sur l'état d'avancement des travaux de construction des routes et autres infrastructures dans le cadre des projets Tshilejelu ainsi que celui de développement de 145 territoires.

Ituri : au moins 200 enfants soldats sortis des groupes armés avec le soutien de la Monusco, depuis le début de cette année. Cette information a été rendue publique le 13 septembre à Bunia par la section Protection de l'enfant de la Mission onusienne, au cours d'un atelier de validation du plan opérationnel de Démobilisation désarmement et réinsertion pour enfants(DDR). Les ONG de défense et de protection des droits des enfants qui participent à cet atelier demandent au gouvernement d'instruire les responsables des groupes armés favorables au processus de paix de libérer tous les autres enfants qu'ils détiennent pour leur réinsertion dans la vie civile. Selon les organisateurs, cette démarche va aboutir, à travers la validation du plan de DDR enfants. Ce plan prévoit la mise en place de clubs d'écoute pour enfants, d'espaces des amis des enfants ou encore des familles transitoires qui peuvent servir de lieux d'accueil pour ces enfants.

Maniema : un nouveau poste de santé fonctionne à Kibangula depuis 5 jours. Cette structure sanitaire est l'œuvre des religieuses catholiques. Ce poste de santé est une satisfaction pour toute la communauté de Kabambare. Outre le chef-lieu du secteur des Bangubangu Bahemba, ce centre servira aussi la population de trois autres groupements de ce secteur dont Katego, Mukaza et Kagulu Ka Mulungu.

Examen d'Etat : des candidats malheureux vandalisent des écoles et autres édifices à Gbadolite. Les finalistes malheureux à l'Examen d'Etat, notamment du Lycée Anuarite, de l'Ecole Belge ainsi que des instituts Gbemani, Aboya, Lengi, Kaya et Galagwa, ont continué à manifester leur colère durant des jours. Armés de pierres et de gourdins, ils ont attaqué l'inspection principale provinciale de l'EPST/Nord-Ubangi, mais aussi leurs directions scolaires. Ce désordre a paralysé, samedi, la ville, indiquent les sources locales. Les autorités ont dépêché la police qui les a dispersés à coups des gaz lacrymogènes. Sept manifestants ont été interpellés. Leurs camarades sont allés encore saccager la résidence du commandant ayant conduit cette opération.

Mbuji-Mayi : auprès du Premier ministre, la société civile dénonce la lenteur des travaux d'infrastructures. Les deux parties ont aussi évoqué les problèmes d'eau, d'électricité, le désenclavement de la province, l'emploi des jeunes ainsi que la situation de la relance de la société minière de Bakuanga (MIBA). Le

Conseil provincial des diamantaires et les membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) ont abordé avec le Premier ministre les points sur l'énergie et l'économie. Avant son retour à Kinshasa, le Premier ministre a visité différents chantiers ouverts au Kasai-Oriental.

Le premier salon international de la beauté et du cosmétique à l'africaine prévu à Kinshasa, du 16 au 18 septembre. Placé sous le haut patronage de la Première dame de la RDC, ce salon donnera lieu aux expositions, conférences, ateliers et concours. Il y aura également des espaces aménagés pour les enfants.

La police déjoue une tentative d'évasion à la prison centrale de Bandundu. Des détonations d'armes ont été entendues dans la matinée de mardi 13 septembre dans la prison centrale du cinquantenaire de la ville de Bandundu (Kwilu), créant une panique dans les quartiers environnants. Cette situation fait suite à une tentative d'évasion des détenus dans cette maison carcérale. A la suite de cette panique, les activités scolaires ont été paralysées dans les écoles situées aux alentours de cette prison. La situation est redevenue normale.

Nord-Kivu : retour effectif des déplacés à Kibumba et Buhumba. Toutes les activités socio-économiques ainsi que les services de base, écoles, magasins, boutiques et les structures médicales ont rouvert et fonctionnent normalement dans les deux groupements. Ce mouvement de retour de la population est consécutif à la présence d'une base de l'armée dans cette zone, selon des sources locales. Le responsable de la société civile alerte les autorités et les organisations humanitaires sur la misère due à la famine, qui affecte plusieurs familles retournées.

Nord-Kivu : des membres de la société civile se disent victimes des menaces de mort de la part des Mai-Mai/UPLC à Baswa-Madiwe. Le vice-président de cette structure, pense qu'il est reproché à leurs membres d'avoir dénoncé un cas de meurtre attribué à ce groupe. Il recommande aux autorités militaires et du programme DDR-C-S d'accélérer le processus de délocalisation de ces miliciens de la région. Ces derniers, avaient été au départ cantonnés à Kalunguta. Aujourd'hui ils "sont en train d'étendre leur zone d'influence et continuent à imposer leurs taxes à la paisible population qui ne sait pas à quel saint se vouer, et qui malgré elle est obligée d'alimenter cette milice au détriment justement de l'Etat Congolais qui a perdu sa zone d'influence et de contrôle dans cette région.»

Beni : 6 morts lors d'une nouvelle attaque des rebelles ADF. « C'est vers 12h40, où le véhicule appartenant au 3402^{ème} régiment en provenance de la ville de Beni pour rejoindre son unité située au point kilométrique 24 est tombé en embuscade des terroristes ADF//MTN au niveau du point kilométrique 17. Après échange des tirs entre l'armée et les terroristes des forces démocratiques et alliés ADF/MTN, les victimes sont un officier des Fardc, un enseignant d'une institution supérieure du secteur de Watalinga et quatre rebelles ». Des troupes en renfort des Fardc arrivées sur le lieu de l'attaque se sont lancées à la poursuite des assaillants.

Ituri : la communauté Bindi appelle les groupes armés signataires d'accord de paix à cesser les hostilités. Tout en encourageant le gouvernement à tout mettre en œuvre pour le retour de la paix dans cette partie du pays, cette communauté demande à toutes les parties prenantes de privilégier le dialogue pour le développement de la province. Dans cette déclaration, la communauté Bindi condamne "fermement" les affrontements non justifiés par les groupes armés ayant accepté de déposer les armes et de souscrire au processus de paix. En outre, elle déclare encourager et soutenir l'esprit du dialogue entre les communautés pour consolider les acquis de la paix dans le territoire d'Irumu en particulier et en province de l'Ituri en général.

Kinshasa : des étudiants en formation sur l'utilisation des drones dans le domaine de la conservation de la nature. Les étudiants de l'Ecole régionale postuniversitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux (ERAIFT) sont en formation depuis le 14 septembre sur l'utilisation des drones dans la collecte des informations dans le domaine de la conservation de la nature. Cette session de formation de dix jours, initiée en collaboration avec la Coopération Allemande au développement (GIZ), vise à renforcer les capacités de ces apprenants sur les dernières technologies de collecte des données par le biais des drones. A l'issue de cette formation, seuls quarante lauréats seront retenus.

Jedi 15 septembre.

Rentrée parlementaire ce jeudi au Palais du peuple. La session budgétaire, qui s'ouvre ce jour, est d'un enjeu capital pour l'avenir de la RDC. Elle est consacrée à l'examen de la loi portant reddition des comptes de l'exercice 2021, dont le projet est déjà déposé à l'Assemblée nationale depuis juin dernier et à l'examen du budget 2023 en cours d'élaboration au niveau du gouvernement. L'examen de la reddition des comptes et du rapport de la Cour des comptes permettront aux parlementaires d'analyser la gestion du gouvernement en 2021, afin de tirer des conclusions de la mauvaise ou bonne gestion et activer la sanction. Des cas de détournements

des fonds alloués aux secteurs sociaux et aux investissements sont généralement signalés à travers des dépassements budgétaires des certaines institutions. Le budget 2023 devrait donc être voté en fonction des leçons tirées de la manière dont le gouvernement a exécuté le budget de l'année écoulée.

Kongo-Central : des morts et des brûlés graves à la suite de l'explosion d'un camion-citerne. Huit personnes sont mortes et 20 autres brûlées dans l'explosion d'un camion-citerne, survenue le 14 septembre, à la hauteur du village Mbuba, territoire de Madimba (Kongo-Central). Ce camion-citerne s'est renversé vers 17 h après avoir été bousculé par un véhicule poids-lourds. La citerne de l'essence a commencé à suinter et la population a accourue pour puiser le carburant. C'est à 22 h que cette citerne a explosé. Les ambulances sont venues de Kinshasa pour récupérer les brûlés.

Conflit Teke-Yaka : le député Mbo appelle à l'arrestation des commanditaires. Il a également préconisé que l'État organise des patrouilles militaires et sécuritaires pour rétablir son autorité, en appelant les uns et les autres à la conciliation pour mettre fin à ce conflit. Il estime que les conséquences du conflit Teke et Yaka sont tellement nombreuses et inquiétantes : plusieurs pertes en vies humaines, des dégâts matériels importants et le déplacement massif des populations vers des contrées voisines. Il s'est en outre plaint de la situation des enfants déplacés de Kwamouth non accompagnés et non-scolarisés mais aussi la paralysie des activités agricoles qui engendre la crise économique dans la région et redoute, par ailleurs, les conséquences de la suspension du trafic sur la RN17. **Kwamouth : Adolphe Muzito appelle les Teke et Yaka à la cohabitation pacifique.** « La volonté de cohabitation entre les peuples, est une de grandes qualités du peuple congolais en général et en particulier aussi de vous populations de Kwamouth. Nous devons à tout prix entretenir cette valeur-là pour les générations à venir aussi ». Mais pour cela, a estimé l'ancien Premier ministre et Président de Nouvel Elan "il faut appliquer la justice, il faut appliquer la vérité qui est la base suprême". Il a affirmé avoir vu plusieurs villages brûlés et désertés ainsi que plusieurs déplacés totalement démunis dans ce coin du pays. C'est ainsi qu'il a urgemment invité le gouvernement à renforcer la sécurité et les humanitaires à intervenir aussi car la situation est désastreuse.

Kinshasa : la 2e édition du Festival d'art contemporain annoncée pour mi-octobre prochain. Ce festival entend aider des jeunes artistes congolais, en leur transmettant le savoir sur le plan culturel. Ce forum d'une semaine connaîtra la participation des artistes d'ailleurs parmi lesquels les Béninois et les Maliens. Environ 45 artistes de plusieurs disciplines rivaliseront de talents lors de cette 2e édition du festival d'art contemporain « Congo biennale ». Placé sous le thème : « Le souffle des ancêtres' », cette activité va se clôturer le 23 octobre.

Mines en RDC : les investisseurs chinois appelés au respect de l'environnement, par l'émissaire de la Maison Blanche à Kinshasa, Amos Hochstein. Ce diplomate américain est également revenu sur les opérateurs miniers chinois qui font fi de la législation congolaise en matière des mines : « Que ces entreprises chinoises recrutent les employés nationaux autant qu'ils peuvent. Que ces entreprises respectent l'environnement et l'écosystème autour de leurs sites miniers. Si elles ne respectent pas ces conditions, elles doivent payer le prix ». « L'objet de notre visite est essentiellement dans le développement de secteur des Mines », a-t-il déclaré. Le diplomate américain a fait savoir que son pays joue un rôle prépondérant dans la conservation des forêts du Bassin du Congo.

L'OCC promet de régénérer le stock de carburant jugé non conforme en première analyse. « Le carburant jugé non conforme en première analyse est aisément régénéré par reconditionnement grâce à l'apport de nouveaux produits. C'est ce qui sera fait sur demande de tous les acteurs concernés au terme d'une réunion technique tenue en ce jour », a déclaré l'Office congolais de contrôle (OCC). Le même document a balayé du revers de la main la rumeur distillée sur les réseaux sociaux sur l'impossibilité d'utiliser cette cargaison de carburant.

IXe Jeux de la Francophonie : environ 60 journalistes en formation. « Pendant environ deux semaines, Kinshasa sera la capitale de l'espace francophone. Toutes les institutions de la Francophonie seront présentes ici. Pour ceux qui ont une vision de grandeur pour notre pays, c'est une opportunité de mettre notre pays en avant. En tant que journaliste c'est votre rôle de montrer à la population congolaise la chance qu'a notre pays d'accueillir cet évènement. Et pour que vous puissiez jouer ce rôle c'est la raison pour laquelle le comité national nous a demandé de partager avec vous certaines informations ». Le directeur du Comité national des jeux, estime que les IXe Jeux de la Francophonie vont offrir l'opportunité aux médias de vendre une bonne image du pays.

Ituri : 7 cas de viols enregistrés en une semaine à Mongwalu. "Le nombre de viols ne cesse d'augmenter dans ce territoire à cause de la persistance de l'insécurité des groupes armés", a déploré la responsable de genre dans le territoire de Djugu. La plupart des victimes sont des filles mineures dont l'âge varie entre 10 et 15 ans surtout

dans les sites miniers. La prise en charge médicale et psychologique des victimes, constitue également un défi à cause de l'enclavement de plusieurs localités dû à l'insécurité et la dégradation de différents tronçons routiers.

Nord-Kivu : le franc congolais non consommé dans les entités occupées par le M23. Selon un député provincial élu de Rutshuru, seules trois monnaies étrangères facilitent les échanges dans cette région sous occupation de la rébellion du M23. Il s'agit du shilling ougandais, du franc rwandais et du dollar américain ; au détriment du franc congolais. « Sur le plan économique, tout a été arrêté, c'est vraiment un problème très sérieux. Ma recommandation au Chef de l'Etat, c'est de faire tout, en urgence, pour libérer les entités occupées par les terroristes. »

Lubumbashi : Ngoy Mulunda obtient sa liberté provisoire. La Cour de cassation a accédé à la demande de liberté provisoire introduite par les avocats de Ngoy Mulunda. Pour l'instant, renseigne l'un de ces derniers, la procédure poursuit son cours normal, avant qu'il ne quitte cette maison carcérale. Le pasteur Daniel Ngoy avait été condamné pour incitation à la haine tribale, propagation de faux bruits et atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat.

Ces propos étaient tenus le 16 janvier 2021 devant les fidèles de la "Nouvelle Eglise Méthodiste" de Lubumbashi, dont il est le fondateur.

Sit-in des femmes du Nord-Kivu à l'Assemblée nationale pour exiger la "libération de Bunagana". Les femmes du Nord-Kivu regroupées en sein des associations qui militent pour la promotion et la protection de droits de la femme ont profité de la rentrée parlementaire ce 15 septembre pour faire entendre leurs voix. Elles déplorent le "silence notoire" des institutions de la République sur le cas de Bunagana et ses environs, occupés depuis plus de trois mois par la rébellion du M23 appuyée par le Rwanda. Elles exigent aussi de renforcer les Fardc au front sur les plans logistique et financier.

La société civile dénonce les tracasseries militaires sur la route Butembo-Mangurejipa. Ces militaires avaient été déployés, il y a une semaine, à Njiapanda, une localité située à plus ou moins 70 km de Butembo pour restaurer l'autorité de l'Etat au regard des tracasseries orchestrées par les miliciens Mai-Mai de l'UPLC. Ces derniers, qui avaient déjà instauré des taxes illégales moyennant des jetons remis à la population, sont accusés de se livrer à des pratiques similaires. Le dernier forfait remonte au soir du 13 septembre, où ces militaires tracassaient les passants qui quittaient Butembo pour le centre commercial de Njiapanda-Mangurejipa et vice-versa. Des téléphones, argent et autres biens de valeur ont été ravés aux habitants. Certains d'entre eux ont été même tabassés en cas de résistance.

Kindu : le SECOPE annonce l'identification des élèves et le recensement des écoles de Maniema 1. "En dehors de cette opération d'identification des élèves, il y a une deuxième opération qui est celle de recenser toutes les écoles privées agréées. Pour le moment, on n'a pas la maîtrise des effectifs des écoles privées agréées qui sont opérationnelles. Et il y a une troisième opération, la hiérarchie nous a demandé que tous les DIPROSEC fassent les descentes sur terrain pour se rendre compte de l'existence physique de toutes les écoles publiques qui sont payées" a annoncé le directeur provincial du Service du contrôle de la paie des enseignants/Maniema 1.

Traque contre les ADF : le CEPADHO exhorte la population à plus de solidarité vis-à-vis des Fardc. Le coordonnateur national du Centre d'étude pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'homme réagit ainsi à la suite de l'embuscade tendue par les rebelles des ADF le 14 septembre sur l'axe routier Mbau-Kamango dans le territoire de Beni. Cette embuscade a coûté la vie à un officier des Fardc et un civil. « Nous savons que toutes ces actions d'éclat réalisées par la branche de l'état Islamique en RDC, n'ont pour effets recherchés que d'amener la population à ne pas croire à son armée, à douter des opérations militaires en cours ou à se méfier des efforts consentis par les autorités pour endiguer ces terroristes». Il a appelé la population locale à « ne pas céder à ce jeu de l'ennemi, à ne pas tomber dans son piège, mais ce comportement de l'ennemi devrait nous révolter davantage en nous poussant d'être plus solidaires avec notre armée, avec ce régime de l'état de siège et avec ces opérations de mutualisation des forces entre Fardc et UPDF. Cela devrait nous amener à plaider qu'il soit renforcé et efficacement soutenu pour imposer la paix et la sécurité dans cette partie du pays.»

Beni : début des journées portes ouvertes sur le fonctionnement et gouvernance sécuritaire, ce 15 septembre.

Cette activité est organisée par l'ONG Pole Institute dans le cadre du projet dialogue démocratique pour la paix à Beni. Les questions sécuritaires et de développement ont été abordées lors de cet échange "sans tabou", dans l'objectif de permettre à la population de comprendre le fonctionnement de leur commune pour le rapprochement, le renforcement de la collaboration entre les administrés et les autorités. Ce moment a été salué par le bourgmestre de la commune de Mulekera, qui estime qu'"il est temps que chacun prenne ses

responsabilités pour l'amélioration de la sécurité". De leur côté, les participants réitèrent leur souhait de voir tous les objectifs atteints. Après la commune de Mulekera, cette même activité sera organisée dans les trois autres communes de la ville de Beni.

